

Le GLOBAL PARTNERSHIP FOR YOUTH EMPLOYMENT *présente*

Ideas4Work

EMPLOYABILITÉ et ENTREPRENEURIAT des JEUNES en AFRIQUE

RAPPORT DE LA CONFÉRENCE

Dakar, Sénégal

23–25 Janvier 2013

SPONSORS DE LA CONFÉRENCE



MEMBRES DU PARTENARIAT



AVANT-PROPOS

En 2008, avec l'appui du Fonds de subvention au développement de la Banque Mondiale, l'International Youth Foundation (IYF), le Réseau pour l'Emploi des jeunes (YEN), l'Institut Arabe de Développement Urbain (AUDI) et le projet "Comprendre le travail des enfants" (UCW) se sont regroupés pour former le Partenariat Mondial pour l'Emploi des Jeunes (GPYE). Son objectif consiste à établir et à diffuser des données sur les résultats et des programmes de l'emploi des jeunes pour aider ces derniers à relever les défis auxquels ils font face lors de leur transition vers le monde du travail. Le GPYE capitalise l'expérience technique et régionale des cinq organisations partenaires en matière de recherche, de programmation, d'évaluation de l'emploi des jeunes et de dialogue stratégique. Le partenariat met l'accent sur l'Afrique et le Moyen-Orient qui sont des régions ayant un vrai besoin de données de meilleure qualité sur des approches efficaces pour la promotion de l'emploi des jeunes.

L'Afrique est un continent très jeune. La moitié de sa population est âgée de moins de 25 ans. Alors qu'une telle explosion démographique des jeunes constitue un grand défi pour les pays qui essaient d'améliorer les compétences et la productivité de leur population, il s'agit également d'une opportunité historique pour générer une croissance économique et réduire la pauvreté. Néanmoins, plus de 10 millions de personnes rejoignent chaque année la population active et les marchés du travail formel ne peuvent suivre la cadence des nouvelles arrivées. Le travail indépendant et le travail dans les petites entreprises familiales représentent souvent les seules options viables.

Ces défis sont très complexes et il n'existe pas de réponses faciles. La jeunesse de la région fait face à des obstacles de taille lors de la recherche d'un emploi ou d'autres opportunités pour accéder à une vie meilleure. Les jeunes voudraient bien devenir des partenaires actifs dans la recherche des solutions et dans le façonnement de leur avenir.

La conférence *Ideas4Work* a été convoquée par les partenaires du GPYE: IYF, UCW et YEN avec l'appui de la Banque Mondiale et de USAID pour constituer un forum de discussion de ces défis et pour comprendre les solutions qui sont déjà mises en oeuvre. Sur les trois jours de la conférence tenue à Dakar- Sénégal, plus de 200 participants de 106 organisations et de 27 pays comptant des chercheurs, des praticiens, des dirigeants des secteurs privé et public et de la société civile ainsi que des jeunes, se sont réunis pour penser à un plan d'action qui permet de faire avancer les efforts en matière d'employabilité des jeunes et d'entrepreneuriat en Afrique. L'objectif ne se limitait pas à diffuser et à discuter la recherche fondée sur des données probantes en matière d'employabilité des jeunes et d'entrepreneuriat mais également à présenter des programmes et des politiques efficaces qui s'adressent aux défis posés par l'explosion démographique des jeunes en Afrique.

Le rapport sommaire qui suit montre que certaines questions critiques et plusieurs approches satisfaisantes ont été explorées et présentées. Des études sur les marchés du travail et l'attitude des jeunes, aux évaluations des placements et programmes d'autonomisation en passant par les initiatives concluantes d'entrepreneuriat, la conférence a apporté des informations approfondies sur ce qui a fonctionné et a indiqué le niveau des interventions futures afin de combler les écarts de connaissances et soutenir efficacement le passage des jeunes au monde du travail. Le témoignage de jeunes entrepreneurs de la région décrivant le rôle critique qu'ils peuvent jouer dans la résolution des problèmes sociaux et comment des investissements supplémentaires pourraient les aider dans ce sens a été particulièrement percutant.

Le résultat fut un ensemble de discussions particulièrement bénéfiques et passionnantes qui aideront le programme du partenariat GPYE à avancer et à inspirer davantage de donateurs au sein de la communauté, les ONG et les gouvernements soucieux de l'employabilité des jeunes en Afrique pour agir et adopter de réelles solutions.

David Robalino

Codirecteur, Programme Emploi et Développement—IZA
Chef d'équipe Travail et Jeunesse Protection sociale et Travail
Banque Mondiale

PRÉFACE

Le situation devient difficile pour les jeunes en Afrique. Dans plusieurs économies africaines, jusqu'à deux tiers des jeunes sont *sous-utilisés*, c'est à dire qu'ils sont au chômage, employés de manière irrégulière (plutôt dans le secteur informel) ou en dehors du système éducatif ou de formation. Les gouvernements, les institutions internationales et la société civile s'efforcent à trouver des solutions pour relever ces défis. Le partenariat GPYE a convoqué la conférence *Ideas4Work* pour apporter aux décideurs et aux praticiens des solutions concrètes, applicables et factuelles au problème de l'emploi des jeunes. La conférence de trois jours a réuni plus de 200 personnes venant de 27 pays et représentant 106 organisations partenaires du GPYE dont le secteur privé, le gouvernement, les donateurs, la société civile et les jeunes entreprises.

Les objectifs de la conférence consistaient à établir, discuter et diffuser les résultats des recherches factuelles sur l'emploi des jeunes et l'entrepreneuriat et à présenter des politiques et programmes efficaces qui permettent de relever les défis auxquels font face les jeunes dans leur passage à la vie active sur le continent africain.

La vocation centrale de la conférence a été la présentation des résultats de les recherches conduites récemment sur "ce qui marche" et "ce qui ne marche pas" en matière d'emploi des jeunes et d'entrepreneuriat. Les résultats et les recommandations de ces recherches rigoureuses sont censés alimenter la stratégie du GPYE dans le cadre de l'élaboration de son nouveau plan triennal. Les participants ont contribué à la construction d'un programme d'action pour le partenariat GPYE qui est révélé dans le résumé du présent rapport.

Lors de la phase préparatoire pour la conférence, les consultations avec les participants ont fait ressortir les 4 thèmes suivants comme étant des domaines importants de décision stratégique. Ces thèmes ont servi pour constituer des sous-groupes pour la présentation des recherches lors de la conférence:

1. **Développement des compétences** pour une réelle employabilité et interventions de **placement** des jeunes
2. Stratégies avérées pour répondre aux besoins des jeunes **vulnérables et défavorisés**
3. Nouveaux modèles pour la promotion de **la participation positive des jeunes** au développement, à la prise de décision et au dialogue stratégique
4. Appui à **l'entrepreneuriat durable** des jeunes

Le rapport contient quatre grands chapitres. Le premier chapitre donne un aperçu sur les défis et les tendances du marché de l'emploi des jeunes en mettant l'accent aussi bien sur la crise continue que vit ce marché que sur les problèmes structurels dont souffrent les marchés du travail des jeunes. Dans le deuxième chapitre, nous tentons de présenter l'état actuel de la recherche disponible sur le sujet de l'emploi des jeunes en Afrique et d'identifier les écarts. Le troisième chapitre contient des résumés des recherches sélectionnées avec une kyrielle de recommandations en matière de politiques et de programmes. Quant au dernier chapitre, il compte une conclusion et propose un plan d'action pour aller de l'avant.

DÉFIS ET TENDANCES DE L'EMPLOI DES JEUNES EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

La conférence *Ideas4Work* s'est tenue à une période de crise accrue pour les jeunes. Les chiffres mondiaux du chômage des jeunes continuent à grimper et l'Organisation Mondiale du Travail (OMT) s'attend à ce que ces chiffres atteignent 12.8 % d'ici 2018 réduisant à néant les avancées réalisées au début de la reprise économique. Derrière la dégradation de ces chiffres se trouve une image encore plus alarmante qui révèle un chômage persistant, une prolifération des emplois temporaires et un découragement grandissant des jeunes dans les économies avancées ainsi que des emplois de mauvaise qualité, informels et de subsistance dans les pays en développement.¹

L'Afrique sub-saharienne compte les taux de chômage les plus faibles par rapport à plusieurs autres régions (11.8 % en 2012), mais elle enregistre aussi, et de loin, le taux le plus élevé de travailleurs pauvres estimé à 40.1 % en 2012 au niveau de US\$1.25 par jour, ce qui prouve que, pour plusieurs jeunes, le travail est nécessaire pour survivre. La qualité des emplois représente également un problème énorme. Les salariés constituent presque la moitié de l'emploi au niveau mondial (48.4 % en 2012), cette proportion n'est que de 21.4 % en Afrique sub-saharienne alors qu'elle est de 63.8 % en Amérique Latine et Caraïbes et de 49.4 % en Asie de l'Est. Plusieurs jeunes commencent leur vie professionnelle en tant que travailleurs familiaux non rémunérés et à un certain point ils deviennent des travailleurs indépendants et sont définis en tant que jeunes vulnérables.²

Le profil d'emploi d'un jeune africain diffère grandement de celui du reste du monde. Comprendre le travail des enfants (*Understanding Children's Work*) a effectué une analyse des données de l'enquête conduite dans 12 pays d'Afrique sub-saharienne sur les principaux obstacles auxquels les jeunes font face sur le marché du travail. L'analyse a révélé des différences de taille entre les jeunes qui vivent dans les zones rurales et ceux des zones urbaines: le chômage est un phénomène essentiellement urbain alors que le sous-emploi est courant dans les zones rurales. Les jeunes qui vivent dans les villes ont un meilleur accès à l'éducation et restent plus longtemps dans le système éducatif avant d'entrer au marché du travail par rapport aux jeunes ruraux. Seule une petite partie des jeunes, tant ruraux qu'urbains, est employée dans le secteur formel. La majorité des jeunes ruraux travaillent dans le secteur agricole et la majorité des jeunes urbains se trouvent dans le secteur tertiaire traditionnel.

Le souci majeur en Afrique sub-saharienne est les jeunes et notamment les jeunes filles non scolarisés et ne sont pas à la recherche d'un travail, définis comme étant le "taux de travailleur découragés parmi les jeunes". Un travailleur découragé est celui qui a tout simplement abandonné tout espoir de trouver du travail. Ce profil présente la plus grande difficulté pour transiter vers un travail décent.

ETAT DES DONNÉES SUR L'EMPLOI DES JEUNES EN AFRIQUE

Les résultats des recherches et les bonnes pratiques présentés lors de la conférence essaient de combler le manque de données sur lesquelles les interventions donnent des résultats positifs en matière d'emploi pour les jeunes. Néanmoins, le manque de données est toujours aussi important et très peu de recherches sont effectuées à ce sujet en Afrique.

Le deuxième jour de la conférence a commencé avec l'intervention de M. Shawn Powers de Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL). J-PAL vient de terminer un rapport d'évaluation³ pour définir l'état des connaissances dans le domaine

¹ *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013: Une génération en péril/ Bureau International du Travail—Genève: BIT, 2013*

² *Ibid.*

³ *J-PAL, 2013. "JPAL Youth Initiative Review Paper" Cambridge, MA: Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab.*

des interventions orientées vers les jeunes. Le rapport résume les données existantes et détermine des questions pressantes qui restent en suspens sur une large panoplie de sujets importants pour les jeunes y compris les compétences techniques et comportementales et les choix de vie, la santé et les comportements à risque et l'entrée sur le marché du travail. Le rapport se focalise surtout sur des données provenant d'interventions ciblées produites à travers des essais randomisés contrôlés (ERC) et des méthodes quasi-expérimentales. Globalement, il existe des données limitées pour orienter les décideurs surtout dans les pays en développement dans lesquels les interventions au profit des jeunes ou les aspects adaptés aux jeunes fonctionnent au mieux.

Le rapport se penche d'abord sur les jeunes en tant que décideurs de leurs propres vie et éducation et ensuite sur les défis que pose l'intégration des jeunes dans le marché du travail. Le présent résumé mettra l'accent sur les résultats de l'emploi des jeunes.

En ce qui concerne la formation sur les compétences, les données montrent que l'environnement familial et les ressources des ménages jouent des rôles déterminants et que les compétences cognitives et non cognitives influent sur les résultats scolaires, les salaires et la participation au marché du travail. De plus, les compétences non cognitives semblent influencer la vie beaucoup plus facilement que les compétences cognitives ce qui suggérerait qu'elles pourraient être significatives pour cibler les jeunes. Il s'agit là d'une constatation importante relative aux programmes mais il y a lieu de conduire davantage de recherches pour comprendre à quel âge faut-il acquérir ces compétences.

Le rapport se penche également sur les défis des asymétries d'information (i.e. le manque d'information chez les jeunes sur le marché du travail et chez les employeurs potentiels sur les personnes n'ayant pas d'antécédants professionnels), sur le rôle l'emplacement géographique dans l'adéquation entre les jeunes et les emplois et comment les caractéristiques des contrats de travail et du code de travail affectent-elles l'emploi des jeunes. Les interventions informationnelles visent à aborder "le paradoxe de l'emploi et des postes vacants" qui est bien illustré dans le cas égyptien où l'on compte 1.5 millions de jeunes chômeurs avec 600,000 postes vacants dans les entreprises du secteur formel. Le problème pourrait également être en rapport avec les attentes irréalistes des jeunes par rapport au marché du travail et aux salaires sur lesquelles il existe des données venant de plusieurs pays africains. Les jeunes ne disposent pas de suffisamment d'informations sur les types d'emplois disponibles et les qualifications nécessaires pour y accéder et les jeunes défavorisés risquent d'avoir un accès difficile aux réseaux sociaux qui sont susceptibles de les aider à trouver du travail. Les entreprises manquent d'informations sur la productivité des jeunes et il a été démontré que le fait que les entreprises disposent de telles informations impacterait lourdement le fonctionnement du marché du travail et pourtant il semblerait que les références ne soient pas aussi effectives dans le contexte des pays en développement. Le code du travail qui élève les coûts de l'embauche et du licenciement ainsi que les lois sur le salaire minimum risquent de mettre un frein aux opportunités d'emploi des jeunes alors que les contrats temporaires risquent de les favoriser mais les données ne permettent pas de comprendre les impacts à plus long terme.

Finalement, le rapport se penche sur les Programmes Actifs du Marché de Travail (ALMPs) puisque plusieurs gouvernements et autres institutions sont en train d'appliquer ce type de programmes pour faire face à l'employabilité limitée des jeunes. Les ALMPs comportent souvent de la formation, une assistance pour la recherche de travail et une création directe d'emploi. Les publications établissent un portrait plutôt décourageant puisque les avantages se limitent, dans les meilleurs cas, au court terme. Néanmoins, il est difficile de tirer des conclusions générales étant donné le caractère hétérogène des modes d'application et de sélection des problèmes dans la plupart des études. L'apprentissage semble être le principal mode de formation professionnelle en Afrique. Toutefois, le travail descriptif suggère l'existence de certaines difficultés au niveau de la mise en oeuvre telles que l'encouragement des formateurs, les obstacles pour l'accès des filles et les coûts qui sont souvent prohibitifs pour les apprentis. La plupart des données disponibles sur l'impact des programmes de formation viennent de l'Amérique Latine, corroborant la réussite des programmes de formation qui combinent formation théorique et formation pratique. Il s'est avéré que les programmes de travaux publics sont rarement efficaces au delà de la durée de l'emploi et n'arrivent souvent pas à cibler les plus pauvres. Il n'existe pas suffisamment de données sur la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes. Il serait également utile de tester sur les jeunes les innovations récentes qui offrent des remboursements flexibles des crédits et l'utilisation de la technologie mobile.

En général, le rapport recommande de collecter des données plus rigoureuses sur les ALMPs et davantage de données sur l'Afrique pour répondre à des questions telles que: (i) Peut-on combiner de manière utile différentes interventions, par exemple, la formation et l'aide à la recherche d'emploi? ; (ii) Les campagnes d'information ou les services de conseils pourraient-ils aider à modérer les attentes irréalistes?; (iii) Quelle pourrait être la forme optimale des programmes de formation tels que les apprentissages?

RÉSUMÉS DES RECHERCHES PRÉSENTÉES

Le partenariat GPYE a lancé, des mois avant la conférence, un appel à proposition auprès des chercheurs pour soumettre des présentations sur des recherches récentes en matière d'emploi des jeunes en Afrique. Il a été soumis 67 résumés de 28 pays. La majorité des recherches soumises se penchaient sur l'entrepreneuriat des jeunes (37%) et le thème du développement des compétences et du placement a suscité un intérêt certain (27%). La majorité des soumissions (21) sont parvenues de l'Afrique de l'Est (Kenya, Tanzanie, Ouganda, Rwanda et Ethiopie).

Les propositions ont été notées par un comité scientifique composé par des chercheurs de IYF, YEN, UCW et de la Banque Mondiale. Elles ont été évaluées en se basant sur la solidité de la question de recherche, la rigueur de la méthodologie de recherche et la qualité des conclusions et des recommandations. Les études qui ont tenu compte des sujets de recherche sélectionnés ont été favorisées.

Dix études ont été retenues pour la conférence. Les paragraphes suivants présentent des résumés sommaires des conclusions de recherche répartis sur les 4 thèmes de la conférence.

Thème A: Interventions pour le développement des compétences d'employabilité et le placement au profit des jeunes

Etude 1: Tester ce qui fonctionne en matière d'employabilité des jeunes- Evaluation de l'impact au Kenya

Conférencier: Thomaz Alvares de Azevedo, School to School International

Auteurs: Thomaz Alvares de Azevedo et Jeff Davis, School to School International

Pays d'intérêt: Kenya

Intervention:

Le programme Ninaweza est un programme complet et innovant de formation sur les compétences d'employabilité au profit des jeunes. Ce programme est conduit par IYF en collaboration avec le Centre Africain pour les Femmes et les Technologies de l'Information et de la Communication, partenaire local de mise en oeuvre. L'intervention comprend 4 composantes:

1. Formation technique/professionnelle dans les domaines de compétences identifiés sur le marché avec, au coeur de l'intervention, une formation sur les TIC;
2. Formation sur les compétences comportementales et psychologiques;
3. Expérience professionnelle à travers des stages;
4. Aide au placement, supervision et services d'appui au développement d'entreprise pour les jeunes intéressés par le travail indépendant.

Plus de 500 jeunes femmes âgées entre 18–35 ans vivant dans les agglomérations informelles autour de Nairobi ont pris part à ce programme.

Méthodologie de recherche

L'objectif de la recherche consiste à tester un modèle de programme complet de formation et son impact sur l'employabilité et les capacités à générer des revenus d'un groupe cible de jeunes. L'étude s'attèle à mesurer l'impact d'un programme complet de formation sur les compétences et les moyens de générer des revenus en utilisant un modèle d'essais randomisés contrôlés (ERC). Cette évaluation, conduite en concert avec la mise en oeuvre du projet, se fixe pour objectif de répondre aux trois questions suivantes:

1. Le programme d'employabilité des jeunes produit-il des connaissances et des compétences techniques qui permettront plus tard aux jeunes femmes de trouver des emplois dans le domaine des TI et les secteurs connexes?
2. Le programme a-t-il un effet positif sur la capacité de générer des revenus que ce soit dans le secteur formel, dans le secteur informel ou en s'installant pour son propre compte?
3. Le programme permet-il une plus grande confiance en soi et de meilleures prédispositions pour une autonomisation psychologique et interpersonnelle?

1510 jeunes candidats, au total, ont été affectés de manière aléatoire à l'un des trois groupes suivants: le groupe de traitement 1 a bénéficié d'une formation sur les TIC et les compétences comportementales et psychologiques ainsi qu'une aide au placement alors que les participants du groupe de traitement 2 n'ont bénéficié que d'une formation sur les TIC et d'une aide au placement. Les participants assignés de manière aléatoire au groupe de contrôle n'ont pris part à aucune intervention de formation. Les données ont été collectées auprès des trois groupes à trois niveaux le long de l'évaluation.

Au départ, des pré-tests en TIC et en compétences comportementales et psychologiques ont été administrés pour définir le niveau de maîtrise de ces aspects chez les participants. Un questionnaire préalable a également été administré pour définir le niveau d'information sur les revenus et l'emploi. A mi-chemin, les participants ont passé un post-test en TIC et en compétences comportementales et psychologiques pour déterminer s'il y a eu un changement au niveau des connaissances par rapport au point de départ. A la fin, les participants ont répondu au post-questionnaire pour déterminer s'il y a eu un changement dans l'acquisition des compétences, de la situation d'emploi et de confiance en soi. Des entretiens approfondis ont été conduits à la fin de l'évaluation avec un échantillon de femmes et des employeurs pour apporter des explications aux résultats de l'évaluation.

Conclusions:

Les conclusions préliminaires de l'évaluation ont établi ce qui suit:

- La formation en TIC et en compétences comportementales et psychologiques a réussi à améliorer les résultats des tests parmi les participants dans les groupes expérimentaux;
- Le programme a développé la probabilité de voir les participants aux groupes de traitement obtenir un emploi par rapport aux participants dans le groupe de contrôle
- La recherche qualitative sous forme d'entretiens de fin d'évaluation avec des participants et des employeurs montre que les participants dans les groupes expérimentaux ont plus confiance dans leurs compétences, plus optimistes dans la recherche d'un emploi et ont plus de chances pour obtenir un poste salarié à plein temps.

Recommandations

- Il est important d'identifier d'abord les besoins du secteur privé et du marché du travail et de concevoir des programmes de formation en conséquence pour garantir que les jeunes acquièrent les compétences comportementales (savoir-être) et les compétences techniques (savoir-faire) nécessaires pour combler les vides sur le marché local du travail.
- Des considérations clés devraient être prises en compte lors de la mise en oeuvre de l'évaluation d'impact des programmes pour les jeunes telles que les stratégies de rétention pour les groupes de traitement et le groupe de contrôle et les méthodologies de collecte qui conviennent aux participants.

- En principe, dans les évaluations d'impact le niveau de motivation devrait être le même pour les participants aux groupes expérimentaux et ceux du groupe de contrôle pour que les tests soient comparables. Afin de rehausser la motivation et la participation des éléments du groupe de contrôle à l'étude, la conception du programme devrait permettre aux participants dans le groupe de contrôle de bénéficier de l'intervention après l'évaluation.
- Plusieurs idées ont été également suggérées sur comment améliorer la conception des politiques et des programmes à travers la région comme, par exemple, la création d'un cadre institutionnel pour compiler les résultats des recherches existantes et les utiliser pour alimenter et améliorer les politiques et les programmes, la création d'un organe principal chargé de la diffusion des conclusions et résultats de recherches auprès des différentes agences et le développement d'une approche plus unifiée pour le partage des bonnes pratiques, des ressources et des outils afin d'aider à assurer une meilleure qualité des compétences professionnelles et des programmes de placement.

Discussion

La composante des compétences comportementales et psychologiques dans les groupes expérimentaux a été un facteur déterminant pour l'autonomisation des jeunes en termes de recherche de travail et d'initiative entrepreneuriale. Les employeurs insistent sur la nécessité de ces compétences comportementales et psychologiques chez les employés (i.e. la gestion du temps, le travail d'équipe et la facilité de communication); mais les jeunes manquent souvent de telles compétences. Ceci dit, les intervenants ont convenu du besoin d'accorder, au niveau politique, un plus grand intérêt aux compétences comportementales dans les programmes de formation et de faire évoluer les programmes qui ont prouvé leur efficacité. La discussion a aussi porté sur certaines difficultés rencontrées par les praticiens lors de la mise en oeuvre des programmes d'employabilité et de l'établissement de liens entre les jeunes et les stages et emplois. Les intervenants se sont penchés sur la manière dont les organisations portant un intérêt aux stages/placements pouvait systématiquement être en contact avec les entreprises du secteur privé pour créer un pont entre les jeunes et les différentes opportunités. Les intervenants ont également rappelé le besoin de cultiver en Afrique subsaharienne, et éventuellement dans d'autres régions, "la culture des stages" afin de changer les attitudes négatives des employeurs et des jeunes envers les stages pour permettre, à terme, à ces jeunes d'acquérir une expérience pratique.

Etude 2: Emploi des jeunes dans le Nord du Sénégal: Créer des opportunités d'emploi pour les jeunes

Conférencier: Dr. Damien Échevin, Université de Sherbrooke; MomarSylla, Agence Nationale pour les Statistiques et la Démographie; Ciré Kane, Synapse Center

Auteurs: Dr. Damien Échevin, Université de Sherbrooke

Pays d'intérêt: Sénégal

Objectif de la recherche:

Ce rapport d'évaluation se focalise sur l'emploi des jeunes et l'entrepreneuriat dans la région de Saint-Louis, Sénégal.

Pendant toute la décennie écoulée, les efforts consentis par ce pays pour renforcer l'emploi des jeunes se traduisent dans un nombre d'initiatives. Mais les emplois ainsi créés sont associés à des salaires faibles et à la précarité surtout dans le secteur agricole. Ces piètres perspectives ont un impact social important et un effet négatif sur le dynamisme des jeunes sur le marché du travail. La situation semble être causée, au moins partiellement, par l'écart entre les qualifications et les compétences des jeunes et les besoins des entreprises.

Le rapport cherche donc à identifier les actions qui pourraient améliorer les conditions de l'emploi et des salaires pour les jeunes dans le contexte d'une faible création d'emplois et d'une accumulation limitée du capital humain. Le secteur agricole présente un fort potentiel pour satisfaire ces besoins puisqu'il fournit une grande partie des emplois disponibles aux jeunes dans la région.

Méthodologie de recherche:

L'évaluation a identifié les principales contraintes pour l'emploi des jeunes ruraux en collectant des informations auprès des entreprises, des ménages, des jeunes et différentes autres parties prenantes dans le secteur agricole au Nord du Sénégal. L'approche de l'évaluation à double clients (DCA) a pris en considération aussi bien les besoins des jeunes en formation, compétences et opportunités d'entrepreneuriat que la dynamique du marché local d'emploi dans le secteur agricole. Les méthodes utilisées pour la collecte des informations pour l'analyse incluent les évaluations des parties prenantes et les groupes de discussion ainsi que les entretiens avec les jeunes, les ménages et les entreprises.

Conclusions:

Les principales conclusions de l'étude locale se présentent comme suit:

1. Les jeunes connaissent des difficultés pour trouver un emploi de qualité dans les secteurs formel et informel pour une multitude de raisons interliées telles que les compétences requises pour accéder aux emplois.
2. Les conditions d'emploi varient entre les deux sexes, les zones et le niveau d'instruction montrant notamment que l'éducation n'a pas du tout favorisé ceux qui ont obtenu des diplômes.
3. Certaines filières de l'industrie agricole sont susceptibles de provoquer une plus grande création d'emplois pour les jeunes telles que le riz, l'oignon et la tomate.

Recommandations

A la lumière de ces résultats, il faut soutenir la mise en place de toute une série d'actions visant à faciliter l'intégration des jeunes dans le système productif.

1. La situation des écoles à orientation agricole devrait être soutenue de façon à ce que les emplois dans le secteur informel dépassent le niveau minimum du travail en tant que personnel de maison.
2. Il est crucial d'assurer le suivi des projets pilotes qui travaillent sur la formation des jeunes dans les entreprises formelles et sur la création d'entreprises.
3. Il faut établir un meilleur lien entre la formation et les besoins du secteur agricole à travers une communication régulière entre les différentes parties prenantes des deux côtés.
4. Faciliter l'accès à des emplois de qualité et stimuler les efforts pour mettre les jeunes en réseau en encourageant le développement des informations sur les emplois disponibles. De ce point de vue, les TIC semblent offrir des outils appropriés pour rehausser l'accès.
5. Reconnaître que les jeunes qui accomplissent la formation ont encore besoin de mesures d'accompagnement telles que l'accès à l'information, les centres d'orientation et les programmes de financement ou de micro-crédits.

Discussion

Les intervenants ont convenu du besoin d'améliorer les compétences des jeunes en matière de recherche de travail à travers davantage de formation et d'expérience. Du côté des entreprises, les sociétés de petite taille doivent développer des stratégies plus modernes et plus efficaces pour promouvoir la concurrence et la diversification. Les participants au débat ont soulevé d'autres questions sur des thèmes tels que la discrimination à l'envers des jeunes, le clivage entre les zones rurales et les zones urbaines; la création de perspectives à long terme pour créer des opportunités d'emploi; l'appui aux jeunes pour s'engager dans le secteur agricole à travers une meilleure infrastructure, le financement, la formation et les allègements fiscaux et l'importance de créer un moyen pour le partage des informations parmi les entrepreneurs du secteur agricole.

Thème B: Stratégies pour répondre aux besoins des jeunes vulnérables et défavorisés

Etude 1: Les effets de l'apprentissage sur les jeunes défavorisés du Malawi

Conférencier: Victor Orozco, Banque Mondiale

Auteurs: Prof. Mushfiq Mobarak, Université de Yale et Dr. Yoonyoung Cho, Banque Mondiale

Pays d'intérêt: Malawi

Intervention

Cette étude évalue les impacts de l'apprentissage sur les possibilités d'emploi autonome chez les jeunes vulnérables aux infections VIH/SIDA. L'intervention mise à l'étude est un projet pilote mis en application au niveau national par l'autorité gouvernementale du Malawi chargée de l'éducation et la formation techniques, entrepreneuriales et professionnelles (TEVETA). Les jeunes ont bénéficié d'un apprentissage auprès d'un maître artisan dans la spécialité de leur choix dont la maçonnerie, la réparation automobile, la couture et la coiffure. L'apprentissage a été combiné avec une semaine de formation pour acquérir des compétences de gestion et des compétences comportementales et psychologiques avec une trousse de démarrage qui est un ensemble d'équipements de base requis pour lancer un projet. Un discours d'encouragement a été également présenté pour les inciter à adopter d'une attitude positive.

Méthodologie de recherche

L'évaluation de l'impact utilise un modèle d'essais randomisés contrôlés (ERC). Près de 1900 jeunes ont pris part à l'étude; deux tiers parmi eux ont été affectés de manière aléatoire au groupe de traitement et un tiers au groupe de contrôle. La durée de l'apprentissage a varié. Par exemple, la formation en mécanique automobile a duré plus de trois mois alors que la coiffure n'a duré que trois semaines. L'enquête initiale a été conduite entre avril et mai 2010 avant le démarrage du programme. L'enquête a compris des informations démographiques détaillées, des données sur les ménages et les activités socio-économiques y compris l'expérience de la formation et des affaires ainsi que les connaissances sur les maladies sexuellement transmissibles et les schémas des comportements à risque. Une enquête de suivi a été conduite quatre mois après la fin de la formation avant que le groupe de contrôle ne bénéficie de la formation.

Conclusions

- **Compétences et capital humain:** la participation au programme a permis d'améliorer de manière significative les compétences comportementales et psychologiques auto-évaluées et les connaissances pour le lancement d'un projet. Le total des heures passées pour le développement des compétences (école ou formation) a évolué de 133% un mois après la formation. Ces avantages n'ont bénéficié qu'aux hommes.
- **Heures de travail et lancement de projet:** il n'y a eu aucun changement dans le nombre d'heures et les participants présentaient 8 points de pourcentage de moins (une baisse de 41%) dans la probabilité de lancer un projet dans les 12 mois qui ont suivi la formation. Ces conclusions indiquent que soit les compétences acquises n'étaient pas suffisantes pour commencer un projet ou que les jeunes préfèrent plutôt investir dans le capital humain.
- **Bien-être:** la formation a eu un grand impact positif sur la satisfaction générale dans la vie mais encore une fois uniquement parmi les hommes.
- Le discours d'encouragement a été très efficace dans la stimulation de l'esprit d'entreprise aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Il a incité les hommes à prendre plus de risques sur le marché du travail à court terme (les hommes sont plus susceptibles de travailler après la formation et donc de gagner moins).

Recommandations

- Globalement, les résultats de l'évaluation montrent que l'apprentissage dans ce contexte particulier n'a pas donné lieu à de plus grandes opportunités de travail, de revenus ou de projets pour les jeunes. Par contre, la principale conclusion de l'intervention a été l'augmentation de l'investissement consacré par les jeunes à davantage de formation et d'éducation. Les programmes d'apprentissage devraient revoir la théorie de changement sur la base de cette conclusion.

- L'enquête de suivi a été conduite 4 mois seulement après l'intervention alors qu'il est crucial de suivre les individus pendant une plus longue période pour voir s'il y a, à long terme, des améliorations sur le marché du travail.
- Les interventions telles que le discours d'encouragement qui sont censées s'adresser à l'estime de soi et à l'amour propre des futurs entrepreneurs constituent des outils rentables et percutants.
- Etant donné les résultats faibles pour les femmes, les programmes professionnels devraient introduire et tester des moyens innovants pour que ces programmes fonctionnent mieux dans le cas des femmes.
- L'évaluation ne fournit que très peu d'information sur la "boîte noire" ou la qualité de la mise en oeuvre du programme. Donc, pour pouvoir mesurer l'impact de ce type d'intervention plutôt que la qualité de son application (i.e. l'échec au niveau de l'application/ pratique), il faut superviser la qualité. Dans ce cas, nous ne saurons de manière sûre si les problèmes se présentent au niveau de la mise en oeuvre ou de l'apprentissage en lui-même.
- Très peu de participants ont eu les trousseaux de démarrage. Cela aurait été une très bonne occasion pour évaluer comment les jeunes utilisent-ils le capital outils et instruments qui est mis à leur disposition.

Discussion

Les débats se sont focalisés sur les données limitées mettant en évidence l'impact de l'intervention sur le bien-être ou les effets sur le marché du travail en ce qui concerne les femmes. En outre, les discussions ont porté sur le volet de l'étude qui a cherché à comprendre pourquoi la formation n'a-t-elle pas bénéficié aux jeunes femmes. Les intervenants ont eu l'impression que les programmes d'apprentissage au profit des jeunes femmes devraient offrir une formation dans des secteurs plus adaptés aux femmes. Il a également été question du besoin d'étendre la base des maîtresses artisanes et de concevoir par conséquent des programmes pour augmenter leur nombre et développer leurs compétences.

Les intervenants ont jugé qu'une semaine de formation en management et en compétences comportementales et psychologiques n'était pas suffisante pour avoir un effet quelconque sur le marché du travail et ont suggéré un minimum de 4 semaines pour ce type de formation. Une autre suggestion a été la conception des formations à travers une collaboration étroite avec le secteur privé et avec les jeunes.

La capacité de l'agence de mise en oeuvre a également été considérée comme étant un facteur clé du succès. Dans le cas du Malawi, l'agence de mise en oeuvre (TEVETA) a eu quelques lacunes au niveau de la distribution des trousseaux de démarrage, la formation insuffisante et le processus faible de recrutement des maîtres (maîtresses) artisan(e)s qui auraient dû jouer un rôle significatif dans le programme et ses résultats. Il a été suggéré de faire un exercice de développement des compétences avec l'agence de mise en oeuvre pour le cas particulier de la TEVETA afin d'assurer des améliorations au niveau de la prestation et ce avant de procéder à l'extension du programme.

Etude 2: Examiner les liens entre les opportunités économiques pour les jeunes, l'engagement civique et le conflit: Initiative jeunes leaders de Somalie, Mercy Corps

Conférencier: Dr. Rebecca Wolfe, Mercy Corps

Auteurs: Dr. Rebecca Wolfe et Mr. Jon Kurtz, Mercy Corps

Pays d'intérêt: Somalie

Intervention

Pendant 20 ans, de grandes parties de la Somalie ont été ravagées par la violence, une très grande pauvreté, l'extrémisme et un comportement criminel. La majorité des participants aux groupes militants et criminels⁴ sont des jeunes et les possibilités pour eux de s'en sortir en s'engageant dans des activités productives sont limitées.

⁴ Selon le Rapport de la Somalie sur le Développement humain 2012, les jeunes constituent la majorité des membres des groupes criminels en Somalie y compris al-Shabaab

Mercy Corps s'est engagé à investir dans la jeunesse somalienne à travers l'initiative jeunes leaders de Somalie (SYLI) financée par USAID . Ce programme permet à 150 000 jeunes de la Somalie, Puntland, et Somaliland d'accéder à une éducation de qualité et à des opportunités de formation, une plus grande autonomie économique, des plateformes et des capacités pour s'engager positivement au profit de la société.

Méthodologie de recherche

La théorie sous-jacente de ce projet se résume au fait que lorsque nous assurons aux jeunes une éducation de qualité, les compétences requises pour gagner un salaire décent et des opportunités pour s'engager dans le dialogue public et les actions civiques, nous réduisons l'attraction des groupes armés et de toute activité criminelle. Malgré cela, les résultats des études récentes qui se sont penchées sur ces théories reflètent des positions mitigées⁵. L'étude de Mercy Corps vise à identifier les facteurs qui prévoient au mieux et affectent positivement la propension des jeunes à la violence dans des contextes fragiles.

L'étude a utilisé les données de l'enquête auprès des ménages et a employé la régression à variables multiples pour identifier les facteurs qui prédisent de manière significative l'attitude et le comportement des jeunes envers la violence politique. Les données analysées provenaient d'enquêtes individuelles avec un échantillon représentatif composé de 1089 jeunes (549 jeunes scolarisés 540 jeunes non scolarisés) au Somaliland et au Puntland. L'enquête a été conduite entre le 29 février et le 18 avril 2012 dans le cadre de l'étude préliminaire SYLI.

Conclusions

- **Engagement et attitude envers la violence:** Plus de 20% des jeunes au Somaliland et au Puntland ont soit pris part à la violence ou y prendraient part si l'occasion leur est présentée. Les jeunes scolarisés avaient plus tendance à adopter des attitudes qui cautionnent le recours à la violence. Ces conclusions suggèrent que généraliser l'accès à l'éducation ne permet pas en lui-même d'agir sur la stabilité.
- **Engagement économique:** Il s'est avéré que la situation professionnelle des jeunes n'est pas en rapport avec leur engagement ou leur attitude envers la violence politique démontrant que les incitations économiques ne sont pas derrière le nombre élevé de jeunes qui s'inscrivent dans la violence au Somaliland et au Puntland. Un des risques associés aux programmes de formation est que ces derniers relèvent la barre des attentes qui ne sont pas facilement satisfaites à cause du manque d'opportunités économiques. Par conséquent, les jeunes risquent d'éprouver de la frustration lorsqu'ils n'arrivent pas à trouver un emploi ce qui les expose davantage au risque de justifier la violence.
- **Engagement civique:** Les jeunes engagés civiquement étaient moins susceptibles d'approuver l'usage de la violence. Toutefois, ces mêmes jeunes engagés civiquement présentaient une plus grande probabilité d'avoir eu recours à la violence politique. Ces conclusions vont dans le sens que dans le contexte somalien, il n'existerait pas de ligne claire entre les formes pacifiques et celles violentes de l'activisme politique. Ainsi, les jeunes peuvent recourir aux deux formes d'activisme quand ils cherchent à provoquer un changement dans la société.
- **Auto-efficacité:** Les jeunes dont le sentiment d'auto-efficacité est plus développé, tel que décrit dans leurs capacités perçues d'influencer les décisions dans leur famille, leur communauté et leur pays, étaient plus susceptibles de s'adonner à la violence politique ou de la cautionner. Une explication éventuelle serait le manque de modèles à suivre qui prônent le changement par la non violence.

⁵ Beber, B & Blattman, C. (2010). *The Industrial Organization of Rebellion: The Logic of Forced Labor and Child Soldiering*. Berman, Felter, & Shapiro (2010) *Do Working Men Rebel? Insurgency and Unemployment in Iraq and the Philippines*. NBER Working Paper; Humphreys, Macartan & Jeremy Weinstein, *Who Fights? The Determinants of Participation in Civil War*, *American Journal of Political Science*, Vol. 52, No. 2, April 2008, p.447. http://www.stanford.edu/~jweinst/files/AJPS_2008.pdf

Recommandations

- Cette recherche montre que le lien entre l'emploi des jeunes et la participation à la violence n'est pas forcément un lien direct. Il est essentiel, lors de la conception des programmes pour promouvoir la stabilisation, de comprendre la raison derrière la participation des jeunes à la violence.
- La relation entre la discrimination perçue et la participation à la violence politique ou son cautionnement est très forte ce qui laisse suggérer que ce sont ces expériences pénibles qui poussent les jeunes à s'engager dans la violence. Les interventions doivent offrir aux jeunes des opportunités pour être respectés à travers le travail gratifiant et le service communautaire.
- Développer les opportunités d'engagement civique n'est pas suffisant pour réduire la participation à la violence politique ou son cautionnement. Les programmes de promotion de la jeunesse doivent s'assurer de faire sentir aux jeunes qu'ils sont en mesure d'agir pour provoquer un changement et pour faire des choix judicieux. Cela nécessite de leur inculquer des connaissances et des compétences sur comment utiliser des moyens constructifs et pacifiques pour provoquer des changements au sein de leurs communautés et de la société en général.

Discussion

Les intervenants ont corroboré les conclusions de la recherche qui vont dans le sens que l'engagement civique et les opportunités de travail ne suffisent pas en eux-mêmes pour promouvoir la stabilité. Il a rappelé que les jeunes ont besoin d'apprendre comment créer un changement à travers une approche non violente et il a été suggéré d'introduire des programmes sur la gestion des conflits.

Il a également été proposé de faire en sorte pour que les systèmes éducatifs formels intègrent les compétences d'adaptation et d'auto-contrôle pour que les jeunes se sentent moins frustrés et ne réagissent pas de manière violente. L'équipe Mercy Corps pourrait examiner les moyens de travailler sur cette question avec les ministères de l'éducation dans les trois régions géographiques considérées.

Par ailleurs, ces conclusions nous amènent à dire que le programme SYLI doit garantir que la formation technique et professionnelle donnée aux jeunes soit orientée vers les besoins réels du marché pour des compétences spécifiques. Finalement, le débat a porté sur l'importance de l'évaluation des conflits lors de la conception des programmes qui utilisent l'emploi comme moyen pour soutenir la stabilité.

Theme C: New models for promoting positive youth empowerment and participation in development, decision-making, and policy dialogue

Etude 1: Autonomisation des adolescentes: données probantes provenant d'un essai randomisé contrôlé en Ouganda

Conférencier: Niklas Buehren, Banque Mondiale & University College London

Auteurs: Oriana Bandiera et Robin Burgess, London School of Economics and Political Science; Niklas Buehren Banque Mondiale & University College London; Markus Goldstein, Banque Mondiale; Selim Gulesci, Bocconi University; Imran Rasul, University College London et Munshi Sulaiman, BRAC International.

Pays d'intérêt: Ouganda

Intervention

Le programme Autonomisation et Moyens de Subsistance pour les Adolescents (ELA), développé et mis en oeuvre par BRAC International, vise à relever les défis aussi bien économiques que de santé auxquels font face les filles en Ouganda, un pays qui enregistre le deuxième plus faible âge médian et le plus grand ratio de dépendance d'enfants dans le monde (NU 2010). Le projet

ELA renforce les compétences cognitives et non cognitives des filles en combinant (i) la formation professionnelle pour permettre de lancer des activités de petite taille génératrices de revenus, et (ii) les compétences comportementales et psychologiques pour élargir les connaissances et réduire les comportements à risque. Le programme est conduit à partir de clubs dédiés au développement des adolescents (un espace social au sein de la communauté pour 20 à 35 filles) et cherche à toucher les filles scolarisées et celles qui ont quitté les bancs de l'école. Les filles se retrouvent quotidiennement sous l'égide d'une adolescente qui coordonne la conduite de la formation ainsi que les activités récréatives.

Méthodologie de recherche

L'intervention a été soumise à un essai randomisé contrôlé (ERC) à travers 10 succursales de BRAC à Kampala, Jinja, Iganga, et Busia. Les clubs ont été choisis de manière aléatoire dans 100 sur 150 communautés potentiellement acceptables au programme. Ces 100 clubs devaient faire partie de l'échantillon d'évaluation et appartenaient aussi bien à des zones rurales qu'à des zones urbaines. Après la constitution de l'échantillon, BRAC a ouvert un club ELA dans chacune des communautés expérimentales et communautés témoins au départ (en 2008) et plus tard en 2010 ce qui a permis de constituer un panel de plus de 4800 filles sur deux ans. La recherche a identifié l'effet causal du programme comme étant la différence des résultats pour les filles éligibles dans les communautés expérimentales et les communautés témoins avant et après la mise en oeuvre du programme.

Conclusions

1. **Participation et revenu de la main d'oeuvre féminine:** la participation au programme a augmenté de 4% la probabilité de s'engager dans une activité qui génère des revenus. Ce résultat a été obtenu à cause d'un engagement plus accru envers le travail indépendant.
2. **Education:** Les données ne montrent aucunement que le programme a réduit les taux de scolarisation ni avoir affecté la motivation des filles à investir dans leur capital humain.
3. **Santé:** Le programme a amélioré les connaissances sur le VIH et la grossesse. Il y a notamment des données qui prouvent un plus grand recours au préservatif parmi les filles sexuellement actives et une baisse dans les taux de fertilité. Par ailleurs, il y a eu une baisse vertigineuse dans les relations sexuelles forcées ce qui représente pour les chercheurs la marque la plus claire que la combinaison entre les compétences comportementales et psychologiques et la formation professionnelle améliore la qualité des relations dans lesquelles les filles s'engagent.
4. **Effet indirects:** En retardant l'âge du mariage et du premier accouchement, le programme est censé améliorer la qualité du mariage et la prise de décision au sein du ménage et réduire l'exposition des femmes à la violence domestique.

Recommandations

- Les interventions globales combinant des services complémentaires tels que les compétences comportementales et les compétences psychologiques et la formation professionnelle sont plus à même de relever les défis économiques et de santé auxquels font face les jeunes à travers le monde. Dans le cas du programme ELA, les filles étaient plus susceptibles de d'accepter l'éducation sanitaire en termes de connaissances et de comportements lorsque cette formation et conduite simultanément avec les nouvelles compétences professionnelles permettant de générer des revenus.
- L'amélioration parmi les filles adolescentes de leur capacité à entreprendre des activités génératrices de revenus se traduit par la réduction des comportements à risques.

Discussion

Le débat a mis en exergue l'importance d'élaborer et de mettre en oeuvre des politiques qui accordent la priorité à l'autonomisation de la femme et le besoin accru de disposer davantage et de meilleures données afin d'accroître la sensibilisation et les facteurs de réussite. Les avantages des approches à plusieurs volets ont déjà été mis en évidence par d'autres recherches, mais les participants ont encore apprécié les informations mises à disposition par cette étude sur la combinaison spécifique entre les compétences cognitives et non cognitives avec un modèle d'application intéressant et soucieux des jeunes.

Des remarques intéressantes ont été faites sur:

- Qu'est-ce qui est exactement à l'origine des impacts positifs du programme ELA sur les aspects emploi et santé? En d'autres termes, quel est le rôle du mécanisme spécifique de conduite du programme, son contenu et la combinaison des prestations dans la favorisation du changement obtenu?
- Les retombées sur la communauté et tout particulièrement l'implication (positive ou négative) de l'autonomisation des femmes sur les attitudes et les perceptions des hommes.
- Comment rendre, à long terme, le mécanisme de conduite du programme (les clubs) durable?
- Est-il possible de dupliquer le modèle dans d'autres pays et d'autres contextes économiques?

Etude 2: Caractéristiques familiales et transition vers le marché du travail: résultats d'une enquête originale pour le Sénégal

Conférencier: Karine Marazyan, PSE-DIAL

Auteurs: Karine Marazyan, PSE-DIAL; Isabelle Chort et Philippe De Vreyer; Université Paris-Dauphine.

Pays d'intérêt: Sénégal

Objectif

La famille est une institution importante dans le contexte des pays en développement et a un pouvoir significatif sur les décisions individuelles et des groupes allant de l'éducation au mariage en passant par la migration. Les données démontrant les effets des réseaux sur les résultats du marché du travail rendent intéressante l'étude des caractéristiques familiales pour comprendre la dynamique du marché du travail surtout dans le cas des jeunes. Par conséquent, la recherche explore l'impact des caractéristiques socio-démographiques des ménages sénégalais sur l'âge d'entrée au marché du travail et examine les différences homme/femme et les différences entre les cohortes dans cette transition.

Méthodologie de recherche

La recherche a utilisé une enquête mise à jour datée de 2006 qui a compilé des informations auprès de 1800 ménages sur les caractéristiques individuelles, la structure des ménages et les arrangements budgétaires. Plus de 9500 personnes (âgées de plus de 6 ans) ont été interviewées. Un modèle de risque a identifié des facteurs qui retardent ou accélèrent l'entrée dans le marché du travail pour les jeunes hommes et femmes au Sénégal en prenant en considération le niveau d'instruction de l'individu, de ses parents, le travail du père et le statut matrimonial, le lieu, l'éthnicité et autres éléments.

Conclusions

- Facteurs qui accélèrent l'entrée sur le marché du travail pour les femmes: en examinant l'âge lors de la première venue sur le marché du travail, l'étude a trouvé qu'être enfant adopté, ou naître d'un mariage précoce, l'accomplissement des études secondaires, être Serere ou autre (par rapport à être Wolof) et avoir un père qui a suivi un enseignement coranique (par rapport à n'avoir pas eu d'éducation) et travailler dans le secteur agricole sont tous des facteurs qui accélèrent l'arrivée sur le marché du travail.
- Facteurs qui retardent la venue des jeunes femmes sur le marché du travail: être l'aînée de la fratrie, être inscrite dans une école, vivre dans une zone urbaine, être Peul (par rapport à être Wolof) et Maure et avoir une mère ayant un certain niveau d'instruction ou des parents décédés avant la transition sont des facteurs qui permettent de retarder la première entrée au marché du travail.
- Facteurs qui accélèrent l'entrée au marché du travail pour les garçons: avoir été adopté ou placé, naître d'un mariage précoce, être Peul ou autre (par rapport à être Wolof) et avoir un père polygame qui travaille dans le secteur agricole sont des facteurs qui accélèrent l'entrée dans le marché du travail.

- Facteurs qui retardent la venue des garçons sur le marché du travail: être scolarisé et avoir plus que le niveau secondaire, vivre dans une zone urbaine et être Maure (par rapport aux autres groupes religieux) et avoir des parents qui possèdent un certain niveau d'instruction ou des parents décédés avant la transition sont des facteurs qui retardent l'âge à la première venue au marché du travail.
- Les comparaisons intergénérationnelles montrent que:
 - La motivation pour le placement des garçons a changé soit parce qu'il y a une plus grande prévalence d'option d'apprentissage ou à cause des conditions économiques dégradées des ménages. Il y a lieu d'entreprendre plus de recherche dans ce domaine.
 - A la perte du père, les jeunes ont de moins en moins de moyens de subsistance et sont appelés à abandonner l'école pour travailler.

Recommandations

- Lors de l'examen de la transition des jeunes vers le marché du travail, il importe de prendre en considération le rôle des institutions sociales telles que la famille ainsi que les normes sociales et culturelles qui entourent l'individu et peuvent affecter lourdement ses décisions.
- Les caractéristiques telles que les conditions économiques pendant l'enfance, la taille du réseau, les normes et l'éducation semblent jouer un rôle important à travers les deux sexes et les cohortes. L'absence de réseau, encore plus aujourd'hui, pousse les jeunes à venir plus tôt sur le marché du travail.
- Il existe une grande latitude pour les actions stratégiques à différents niveaux: (i) améliorer la capacité du ménage à gérer les chocs pour éviter l'entrée rapide sur le marché du travail et (ii) développer les réseaux formels pour faciliter le partage des informations sur les emplois; (iii) promouvoir l'acquisition par les filles des compétences académiques générales; et (iv) assurer une cohérence entre les compétences apportées par le système éducatif et celles demandées par le marché du travail.
- La recherche devra mettre l'accent sur (i) les caractéristiques du premier emploi ainsi que sur (ii) l'arrivée précoce/tardive sur le marché de l'emploi et le trajectoire de vie.

Discussion

Le panel des intervenants a soulevé des points intéressants sur la causalité des conclusions; mettant en exergue le fait que la recherche offre des corrélations parmi les variables clés valides. Un scepticisme particulier a été exprimé par rapport au rôle de la religion et de l'origine ethnique et il a été suggéré d'approfondir la recherche dans ce domaine. Le fait que le mariage semble accélérer les transitions pose toute une nouvelle série de questions à ce sujet y compris le type et secteur d'emploi

La discussion a également donné lieu à des recommandations pour aborder le marché du travail au Sénégal en tant qu'ensemble de marchés et il faudrait donc conduire d'autres recherches par région et par secteur. Les différences des résultats dans les zones rurales et les zones urbaines doivent encore être examinées de manière rigoureuse et il y a lieu d'obtenir davantage de détails à ce niveau. Quant au rôle du gouvernement, la discussion a abordé la bonne combinaison de politiques éducatives et politiques du marché du travail qui permettra de retarder la transition pour les bonnes raisons.

Etude 3: Moyens de subsistance et création d'emploi en Tanzanie rurale: comportements, attitudes et implication envers la participation et l'engagement selon les jeunes

Conférencier: Kennedy Oulu, Indepth Consulting, Tanzanie

Auteurs: Restless Development, Tanzanie

Pays d'intérêt: Tanzanie

Objectif de la recherche

La recherche examine l'Enquête de Surveillance Comportementale 2011 conduite par Restless Development en Tanzanie en tant qu'évaluation annuelle de routine des attitudes et comportements des jeunes dans trois domaines (i) Santé et droits sexuels

et reproductifs, (ii) moyens de subsistance et emploi, et (iii) participation civique. L'étude avait pour objectifs de (i) déterminer les comportements et les attitudes des jeunes sur l'entrepreneuriat et l'emploi dans les zones rurales de la Tanzanie, (ii) évaluer les niveaux de la participation et de l'engagement des jeunes envers l'élaboration, la mise en oeuvre et la revue des politiques dans les zones rurales de la Tanzanie, et (iii) suggérer des moyens pour mobiliser la participation et l'engagement des jeunes envers l'entrepreneuriat, la création d'emploi et le façonnement des politiques en Tanzanie.

Méthodologie

L'étude a été conduite dans 16 districts d'Iringa (y compris la région Njombe), Mbeya et Ruvuma en utilisant un mélange de méthodes quantitatives et qualitatives comme suit: (i) des questionnaires quantitatifs ont été distribués sur 766 jeunes scolarisés et non scolarisés, (ii) des groupes de discussion ont été organisés avec 220 jeunes scolarisés et non scolarisés, et (iii) 18 entretiens ont été conduits avec des leaders d'opinion au niveau des districts et sous-districts. L'échantillonnage pour l'étude a été un échantillonnage dirigé au niveau régional et au niveau du district et un échantillonnage aléatoire au niveau des villages et des circonscriptions.

Conclusions

- En ce qui concerne l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes:
 - La plupart des hommes ayant un revenu font partie de la cohorte la plus âgée (26–29 ans) alors que la plupart des femmes ayant un revenu sont légèrement plus jeunes (22–25 ans). Il existe une tendance positive dans la croissance des revenus pour les hommes mais elle est plutôt négative pour les femmes.
 - La plupart des jeunes sont engagés dans des entreprises non enregistrées, formelles ou informelles. La prévalence de l'informalité est plutôt grande auprès des femmes.
 - Les jeunes entrepreneurs ont très peu de connexion avec les chaînes de valeur rurales, locales ou régionales.
 - Les jeunes ruraux accèdent difficilement aux services financiers. Les taux d'intérêt sont élevés et les garanties sont insuffisantes par rapport aux exigences des banques et des Institutions de Microfinance.
- En ce qui concerne l'élaboration des politiques, la participation et l'engagement:
 - La participation civique est particulièrement faible parmi les jeunes femmes dans les zones rurales.
 - Les jeunes ont des connaissances limitées sur les législations qui les concernent, par exemple, MKUKUTA qui limite le rôle des jeunes dans le suivi de la mise en oeuvre des politiques.

Recommandations

- Des espaces ouverts pour l'engagement et la participation constructive des jeunes au processus de développement de la Tanzanie, y compris la participation à l'élaboration de la politique et le suivi de sa mise en oeuvre.
- Intégration de l'équité et développement des opportunités d'emploi aussi bien pour les hommes que pour les femmes.
- Des compétences de subsistance et de compétences entrepreneuriales qui prennent en considération le processus des chaînes de valeur pour des projets durables.
- Elaboration de politiques qui encouragent la formalisation des entreprises pour offrir des opportunités réalistes au lancement de projets étant donné la situation défavorable aux jeunes femmes.
- Promotion de produits financiers plus adaptés aux jeunes qui explorent des alternatives aux garanties, un meilleur accès aux crédits et des taux d'intérêt appropriés.
- Amélioration de la diffusion et du partage des connaissances sur les politiques et les législations qui affectent les jeunes.

Discussion

La discussion a mis en exergue le besoin d'impliquer sérieusement les jeunes dans la création d'emplois pour les autres, la sensibilisation aux programmes pratiques qui les concernent, et la conception et la mise en oeuvre des politiques pour les jeunes. Les stratégies politiques, les écoles et la communauté de développement international jouent un rôle décisif dans ce processus.

La discussion a également abordé le besoin d'améliorer les compétences cognitives et non cognitives parmi les jeunes pour mieux outiller avant d'entrer sur le marché du travail, surtout pour le travail indépendant, et pour qu'ils puissent participer et s'engager envers le développement. Le besoin d'autonomiser les jeunes femmes a encore été souligné en tant qu'étape clé vers l'appui aux jeunes.

Il a été suggéré d'approfondir la recherche au niveau de l'évaluation des compétences des jeunes dans les zones rurales et de comprendre leur motivation pour contracter des crédits.

Thème D: Qu'est-ce qui marche en matière d'appui à l'entrepreneuriat durable chez les jeunes?

Etude 1: Formation à l'entrepreneuriat parmi les jeunes diplômés universitaires: données provenant d'un essai randomisé en Tunisie

Conférencier: Madhi Barouni, Banque Mondiale

Auteurs: Patrick Premand, Stefanie Brodmann, Rita Almeida, Rebekka Grun, Banque Mondiale et Mahdi Barouni, République Tunisienne, Centre des recherches et des études sociales

Pays d'intérêt: Tunisie

Intervention

Cette étude évalue l'impact d'un nouveau cheminement pour les étudiants universitaires en Tunisie. L'intervention s'est faite au niveau du programme d'étude pendant l'année universitaire 2009-2010 dans le cadre d'une réforme nationale de la politique de développement. Le cheminement entrepreneurial a ciblé les étudiants de la 3ème année de licence appliquée et comprenait une formation en gestion d'entreprise, un coaching personnalisé et la possibilité d'obtenir sa licence en préparant un plan d'affaires pour remplacer le traditionnel projet de fin d'études. Après l'obtention de la licence, les participants ont été appelés à participer à un concours pour choisir le meilleur plan d'affaires "entreprendre et gagner". Les 50 gagnants à ce concours ont obtenu un capital d'amorçage pour démarrer leurs projets.

Méthodologie de recherche

L'évaluation d'impact s'est basée sur un essai contrôlé randomisé (ECR). Etant donné le nombre élevé d'étudiants intéressés par le programme, la moitié des candidats ont été assignés à un groupe pour suivre le cheminement entrepreneurial et l'autre moitié a continué le programme standard. Au niveau du projet, une répartition randomisée a été conduite et stratifiée par sexe et par spécialité d'étude des candidats (répartis dans 14 groupes de licences). 757 projets ont été assignés au groupe de traitement (658 projets individuels et 99 projets en binôme), 742 projets ont été assignés au groupe témoin (652 projets individuels; 97 projets en binôme). Les données de base ont été obtenues à travers les formulaires de candidature et une enquête téléphonique conduite en février 2010. Les étudiants ont suivi le cheminement entrepreneurial entre février et juin 2010 date d'obtention des diplômes. Les données de suivi ont été collectées à travers des entretiens face à face conduits entre avril et juin 2011, environ 9 à 12 mois après la fin de l'année universitaire. L'instrument contenait des questions sur les caractéristiques socio-économiques et un module détaillé sur l'emploi. L'enquête a également collecté une batterie d'autres indicateurs y compris des informations sur les aspirations futures, les traits personnels et les compétences comportementales en rapport avec l'entrepreneuriat.

Conclusions

Les impacts sur le marché du travail:

- **Travail indépendant:** Les chiffres montrent que l'intervention a augmenté le taux d'emploi indépendant parmi les participants au programme à environ une année de la date d'obtention de leur diplôme. Alors que ces augmentations sont claires et robustes à travers les spécifications et les indicateurs, les effets sont limités en termes absolus variant, selon

l'estimateur, entre 1 et 4 pourcent pour l'intention de traiter (ITT). Etant donné le taux faible de travail indépendant dans le groupe de contrôle, même ces petits impacts absolus permettent de créer des effets relativement importants.

- **Emploi:** Il n'y a pas eu de données probantes démontrant que le programme a affecté de manière significative le taux global d'emploi des étudiants. Les résultats peuvent suggérer que le programme a changé la composition de l'emploi en induisant la substitution du travail salarié par le travail indépendant pour les participants au cheminement entrepreneurial.
- **Qualité de l'emploi:** Les résultats montrent que le cheminement entrepreneurial n'a pas contribué à promouvoir des emplois de meilleure qualité parmi les participants. Le programme n'a pas eu d'impact particulièrement significatif sur l'emploi dans le secteur formel, la taille de l'entreprise, les heures de travail ou les revenus. Ces résultats sont cohérents avec les conclusions selon lesquelles l'emploi n'a subi globalement aucun changement. Toutefois, il y a eu des données limitées mais cohérentes qui montrent que le programme a augmenté le salaire de réserve des étudiants pour les emplois dans le secteur privé (i.e. le salaire minimum pour lequel le candidat accepterait une offre d'emploi) mais n'a pas affecté le salaire de réserve pour un emploi dans le secteur public. Cette conclusion est également cohérente avec le résultat selon lequel le programme a permis une plus grande valorisation des activités entrepreneuriales et du travail indépendant en général. Elle nous amène également à dire que le travail indépendant constitue un substitut à l'emploi dans le secteur privé mais pas au travail dans le secteur public.
- **Compétences professionnelles et réseaux:** L'intervention a permis d'améliorer les connaissances des participants en matière de compétences professionnelles et de réseaux étendus et a affecté une série de compétences comportementales. La participation à ce nouveau cheminement a aussi influencé les bénéficiaires qui sont devenus plus optimistes avec une attitude positive envers l'avenir. Le groupe de traitement avait plus confiance dans ses capacités à obtenir un crédit et plus susceptible d'avoir déjà présenté une demande de crédit (demande conditionnée par l'idée de projet) mais pas plus susceptible de déclarer connaître comment demander un crédit.

Conclusions

- Bien que l'observation ne concerne que les effets à court terme (moins d'un an après l'intervention), le programme est associé à une plus grande activité de travail indépendant parmi les bénéficiaires du programme. Les données ne montrent pas que le programme a eu une influence sur le statut d'emploi salarié pour les étudiants. Les résultats pourraient éventuellement indiquer d'importants compromis politiques entre les programmes qui visent à développer le travail salarié et les programmes qui visent à soutenir le recours au travail indépendant.
- La conception de l'évaluation d'impact n'a pas permis le désenchevêtrement des effets du cheminement entrepreneurial (formation en gestion des affaires et coaching personnalisé) des effets du capital de démarrage offert aux gagnants du concours des plans d'affaires. Toutefois, moins de 15 gagnants ont reçu réellement leur prix et les données prouvant que l'intervention a atténué les contraintes du crédit pesant sur eux sont très limitées. Les conclusions restent toujours robustes même lorsque l'échantillon est limité aux étudiants qui n'ont pas remporté de prix. En fait, les participants rapportent l'accès limité aux crédits comme étant la plus grande contrainte qui les empêche d'opter pour le travail indépendant.
- L'enquête de suivi a été conduite juste après la révolution tunisienne. La révolution n'affecte pas la validité interne des conclusions mais le contexte politique et économique post-révolution risque d'avoir des implications sur la validité externe.

Discussion

Les discussions ont souligné l'accès au capital comme étant le plus grand défi auquel les jeunes font face pour lancer leurs projets, chose déjà relevé par les participants au programme. Selon les intervenants, les banques ne sont pas de simples pourvoyeurs de fonds d'amorçage et la formation ne suffit pas pour que les jeunes accèdent aux crédits. La formation sur les compétences financières est nécessaire pour permettre aux jeunes entrepreneurs de gérer les crédits. En plus, il a été souligné que les 21 jours de formation en matière d'entrepreneuriat risquent d'être insuffisants pour ce groupe d'âge en particulier.

Il a également été suggéré de commencer l'éducation entrepreneuriale plus tôt notamment pour influencer les compétences comportementales. Les intervenants ont convenu que le développement des capacités, le comportement et les attitudes entrepreneuriales sont importants pour les jeunes entrepreneurs mais ils ont mis en exergue le besoin de se pencher sur la

méthodologie adoptée pour mesurer les tests comportementaux. Ils ont également mentionné l'importance de l'attitude des enseignants/formateurs envers l'entrepreneuriat.

Etude 2: Programme d'entrepreneuriat dans les pays développés: une méta-analyse de régression

Conférencier: Dr. David Robalino, Banque Mondiale

Auteurs: Dr. Yoonyoung Cho et Dr. Maddalena Honorati, Banque Mondiale

Pays d'intérêt: Mondial

Contexte

Cette étude représente une synthèse des impacts des différents programmes d'entrepreneuriat pour en tirer des leçons sur l'efficacité des caractéristiques des différents concepts et approches de mise en oeuvre. Les interventions analysées dans l'échantillon des études peuvent être globalement classées selon les types suivants: formation, financement, conseil et approches combinées. La formation est subdivisée en des sous-catégories de formation professionnelle, formation en gestion d'entreprise, formation financière et formation en compétences comportementales et psychologiques ; l'appui financier est également subdivisé en différentes catégories: les micro-crédits, les subventions en espèces et les subventions en nature et l'accès aux produits financiers tels que les comptes épargnes et la micro-assurance.

Méthodologie de recherche

L'analyse se base sur une méta-analyse de régression utilisant 37 études d'évaluation d'impact qui sont tombées dans le domaine public en mars 2012. La variation dans l'efficacité du programme à travers différents types d'interventions dépend des résultats, du type des bénéficiaires et du contexte du pays. L'ensemble des données finales incluait 1116 estimations pour 6 différents types de résultats. Les études viennent de 25 pays à travers toutes les régions (Asie de l'Est et le Pacifique, Europe et Asie Centrale, Amérique Latine et Caraïbes, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Asie du Sud, Afrique Sub-Saharienne). Sur 37 études, 16 ont été publiées dans des revues examinées par des pairs alors que les 21 études restantes sont des documents de travail. Près de 3/4 des études et 80% des estimations proviennent d'interventions expérimentales.

Conclusions

Globalement, les programmes entrepreneuriaux ont un impact positif étendu pour les jeunes et sur les connaissances et les pratiques en matière d'affaires mais n'ont pas été traduits, dans l'immédiat, en lancement de et expansion de projets ou de meilleurs revenus. En ventilant l'impact par groupes de résultats, il s'avère que l'ensemble de formations et de financement est plus efficace pour les activités de travail. En plus, le financement de l'appui semble être plus efficace pour les femmes et la formation en affaires pour les entrepreneurs actuels par rapport aux autres interventions et ce en termes d'amélioration de la performance du secteur des affaires.

Recommandations

- Offrir des combinaisons pertinentes de compétences, de capital et de conseils sur la base des principales contraintes rencontrées par les groupes cibles est important pour atteindre de meilleurs résultats.
- Les impacts sur le marché du travail et les résultats des affaires sont sensiblement supérieurs pour les jeunes et pour les bénéficiaires de niveau d'instruction plus élevé.
- Les programmes promouvant les opportunités de travail indépendant et l'entrepreneuriat de petite taille peuvent mener vers l'amélioration des résultats du marché du travail avec d'importants gains de prospérité.
- Il y a lieu de mieux comprendre les contraintes des différents types d'entrepreneurs (les gazelles par rapport aux entrepreneurs de subsistance).
- Il importe de cibler des services intégrés, de piloter et d'évaluer.

Discussion

Les discussions ont porté sur les interventions entrepreneuriales pour les jeunes du point de vue des praticiens. L'importance de la combinaison, dans le cadre de ces interventions, de différents éléments tels que la formation et les finances ainsi que le conseil et le coaching ont été récurrents. Les intervenants ont trouvé la méta-analyse très instructive; ses limites telles que les informations limitées sur les questions de la conception et de la mise en oeuvre des interventions ont été soulignées. Les intervenants ont mis en exergue l'importance de la durée d'une intervention pour équilibrer l'efficacité et les coûts. Dans ce contexte, la durée de l'intervention a été classée comme un facteur critique qui détermine la prestation des services de manière efficace et le mesurage des impacts de l'intervention. Ils ont également mis en exergue le besoin de disposer de plus d'informations sur la conception et l'impact des services de conseils, de coaching et de parrainage. La distinction entre les gazelles et les entrepreneurs de subsistance a été jugée intéressante pour la classification des entrepreneurs et pour la conception des interventions.

Etude 3: Be the Change Academy—Evaluation d'impact au Kenya

Conférencier: Ann-Katrina Bregovic, Peace Child International

Auteurs: Ann-Katrina Bregovic et David Woolcombe, Peace Child International

Pays d'intérêt: Kenya

Intervention

Cette étude examine l'impact de l'approche de "Be the Change Academy" (BTCA) sur les jeunes dans le domaine des compétences de gestion et mécanismes d'affaires, de revenus, d'emploi des jeunes, de pauvreté des jeunes, d'égalité entre les deux sexes et de pratiques d'affaires durables. Par ailleurs, l'évaluation a essayé de déterminer une corrélation entre les jeunes qui ont suivi une formation en affaires et le taux de réussite des entreprises de petite taille et le remboursement des crédits par rapport aux jeunes qui ont obtenu un crédit sans avoir suivi une formation au préalable.

L'approche de BTCA se base sur trois parties principales: la formation des jeunes en compétences de gestion des affaires y compris le développement de son propre plan d'affaires, l'accès des jeunes à des crédits sans garanties et la création d'un réseau d'appui pour les jeunes entrepreneurs à travers le mentorat. L'objectif principal de l'Académie est la formation des jeunes en entrepreneuriat et en durabilité environnementale. Pendant 10 semaines, les participants suivent une formation d'une heure et demi, deux fois par semaine. Lors de ces 20 cours de formation, des thèmes tels que la recherche de marchés, les compétences entrepreneuriales, la finance, la durabilité environnementale et sociale sont couverts. Les groupes de formation comptent 15–30 jeunes et sont organisés dans les régions de leur résidence/travail. A la fin de la formation, ceux qui ont assisté à, au moins, 17 des 20 cours obtiennent un certificat et passent à la phase suivante d'élaboration du plan d'affaires.

Méthodologie de recherche

L'évaluation d'impact utilise la méthodologie des écarts dans les différences, étant donné que le premier groupe de participants pour ce projet a été déjà sélectionné depuis le début. L'échantillon total de 48 participants a été réparti de manière égale en 4 groupes: un groupe A pour les participants qui obtiennent un crédit mais ne suivent pas de formation, un groupe B pour les participants qui suivent une formation mais n'obtiennent pas de crédits, un groupe C pour les participants qui suivent une formation et obtiennent des crédits et un groupe D qui constitue le groupe de contrôle.

Les 4 groupes ont été soumis à l'étude de la pauvreté basée sur le document de David Gordons concernant les indicateurs de la pauvreté et de la faim. Chaque groupe a rempli le questionnaire en août 2011, février 2011 et mai 2012. Par ailleurs, chacun des membres des groupes a répondu à des questions relatives à son historique personnel en matière d'affaires. Pour les deux groupes qui ont obtenu des crédits de la part du projet, des données financières telles que la taille du crédit et le taux de remboursement sont également demandées.

Conclusions

En dépit des limites de l'étude en termes de comparabilité des jeunes à travers les groupes et de l'application limitée à cause de la taille de l'échantillon, l'étude fournit plusieurs conclusions intéressantes:

- **Compétences en matière d'affaires:** Les participants à la composante formation ont montré de meilleures compétences en matière d'affaires. Les groupes formés avaient une plus grande confiance en eux-mêmes, pensaient qu'ils sont en mesure de dépasser les difficultés et tenaient une comptabilité.
- **Mécanismes d'affaires:** Tout comme les compétences en matière d'affaires, les participants qui ont bénéficié de formation ont pu améliorer leur compréhension des mécanismes d'affaires.
- **Revenus:** Les participants ayant bénéficié d'une formation en gestion d'affaires ont fait preuve de plus d'efficacité dans le remboursement du crédit par rapport à ceux qui n'ont bénéficié que de crédits. Le groupe ayant bénéficié de crédits et d'une formation a remboursé 28% de ses crédits en 7 mois alors que le groupe n'ayant bénéficié que de crédits n'a remboursé que 2%. Le remboursement des premiers mois après la période de grâce pour chacun des deux groupes le montre de manière très distincte: le groupe non formé avait un taux de remboursement de 6.5% et le groupe formé avait un taux de 92.6%.

Recommandations

- BTCA rappelle que ce type d'approche peut être un exemple dans le développement des entreprises écologiques et la lutte contre le chômage des jeunes et recommande sa réplique.
- Une étude longitudinale peut être utile pour voir l'effet à long terme de l'intervention surtout pour le groupe B.

Discussion

Les intervenants qui représentent Child and Youth Finance International ont exprimé des inquiétudes quant à la durabilité du projet. Le programme aurait pu bénéficier d'un lien plus fort avec les institutions financières formelles et les prestataires de formation. Le conférencier a expliqué que mettre en relation les bénéficiaires avec d'autres institutions financières représente un vrai défi dans la mise en oeuvre du projet. L'approche globale de l'intervention a été jugée appropriée pour le groupe cible de BTCA.

Les intervenants ont attiré l'attention sur les taux élevés de défaut de paiement dans le groupe n'ayant bénéficié que de crédits et l'absence d'un système strict de suivi des bénéficiaires de crédits. L'étude a utilisé la confiance qu'ont les participants dans les affaires comme indicateur pour mesurer l'amélioration des compétences en matière d'affaires. Toutefois, les intervenants ont senti un manque d'indicateurs mesurables pour ce résultat.

Etude 4: Opportunités et Facteurs défavorables aux jeunes entreprises

Conférencier: Paul Omondi, Africa Data Information Network

Auteurs: Paul Omondi et Peter Mwangi, Africa Data and Information Network

Pays d'intérêt: Kenya

Contexte

Cette étude offre une synthèse des résultats de " l'étude sous-sectorielle sur les opportunités et facteurs défavorables à l'accès au marché" commandée par le Fonds pour le développement des jeunes entreprises au Kenya. L'objectif principal de cette recherche consistait à déterminer les défis auxquels font face les jeunes entrepreneurs pour mettre leurs produits et services sur le marché dans différents secteurs de l'économie et à identifier des opportunités pour le développement du marketing stratégique et des dispositions de connexions avec le marché au profit des jeunes entrepreneurs au Kenya. L'analyse utilise le Cadre des moyens de subsistance CARE en tant qu'outil conceptuel pour examiner l'effet d'une gamme de variables explicatives sur le travail indépendant et la formalisation.

Méthodologie de recherche

L'objectif général de cette recherche est l'examen des facteurs qui affectent les jeunes entreprises au Kenya. En examinant les expériences des jeunes entrepreneurs, l'étude analyse les aspects qui influencent la création et le développement d'entreprises en termes de formalisation. L'étude a adopté une méthodologie quantitative qui a couvert un échantillon nationalement représentatif des jeunes au Kenya (18 à 34 ans) dérivé du dernier recensement de la population et du logement. L'échantillon de l'enquête a compris 5000 répondants répartis suivant un échantillonnage stratifié disproportionné pour garantir la représentativité de l'échantillon.

Lors du prélèvement de l'échantillon, la population cible a été stratifiée en sous-groupes géographiques utilisant les circonscriptions en tant que variable de stratification. Par conséquent, la forme de l'échantillon a été prévue de façon à avoir, au moins, 80 de chacune des 47 circonscriptions pour minimiser la variabilité et maximiser en même temps les diversités entre les strates géographiques. Le modèle de distribution suivant a été adopté:

1. circonscription (Nairobi uniquement—population: dépassant 1 million)—échantillon de 400
2. circonscriptions (population: de 0.5 à 1 million)—échantillon de 120
3. circonscriptions (population : de 0.25 à 0.5 million) échantillon de 100
4. circonscriptions (population: moins de 0.25 million)—échantillon de 80

Conclusions

Education et travail indépendant: Les résultats globaux montrent une relation inverse significative entre le niveau d'instruction et le travail indépendant. Ainsi, un niveau d'instruction plus faible influe de manière positive sur l'intérêt porté au travail indépendant parmi les jeunes. Les résultats pour le groupe d'âge 18-24 ans font ressortir la prédisposition au travail indépendant parmi les jeunes dans ce groupe d'âge est relativement plus élevée parmi ceux ayant un niveau universitaire et moins. La prédisposition au travail indépendant parmi les 25-29 ans est relativement plus élevée parmi ceux ayant le niveau du secondaire et moins. Pour les plus âgés, la prédisposition au travail indépendant est relativement plus élevée parmi ceux ayant le niveau du secondaire et moins. La baisse drastique du pourcentage des jeunes prédisposés au travail indépendant est observée parmi les diplômés universitaires.

Formation professionnelle et travail indépendant: Les résultats globaux montrent que le manque de formation professionnelle augmente l'intérêt porté au travail indépendant. Ceci est particulièrement le cas pour les jeunes âgés de 25 ans et plus. Les résultats suggèrent que la formation professionnelle "technique" est plus susceptible d'améliorer l'attractivité du travail indépendant que les cours "non techniques".

Formalisation: Les compétences en matière d'affaires influent de manière positive sur la propension à la formalisation mais seulement parmi les plus âgés (plus de 25 ans). D'un autre côté, la présence de l'infrastructure n'a pas d'influence sur la propension à la formalisation dans aucun des sous-groupes d'âge. Les résultats confirment aussi qu'il n'existe pas d'association entre la dynamique socio-culturelle et la formalisation dans aucun des sous-groupes d'âge.

Recommandations

- Les interventions politiques et programmatiques en matière de formation professionnelle devraient penser à inclure davantage de "cours techniques" tels que l'artisanat et le commerce.
- L'intégration de l'éducation entrepreneuriale en tant que composante de la formation professionnelle peut promouvoir la propension au travail indépendant.
- L'éducation et la formation des opérateurs des petites et moyennes entreprises sont utiles pour développer leurs qualifications en matière de conduite des opérations commerciales et rehausser leur capacité à se conformer aux attentes du secteur formel.
- Le financement et le traitement des crédits devraient prendre en considération les caractéristiques des emprunteurs et se focaliser spécifiquement sur leurs capacités d'autosuffisance et d'autonomie.

Discussion

Les discussions ont porté sur la formalisation des entreprises et projets par les jeunes. Il a été suggéré de se pencher sur la relation entre le niveau d'instruction et la formalisation. La prédominance générale d'individus ayant un capital humain limité en matière de travail indépendant peut limiter les décisions à poursuivre la formalisation. Les jeunes peuvent ne pas avoir la formation nécessaire ni le niveau d'instruction adéquat pour gérer une entreprise structurée et formalisée, mais l'on considère la formalisation comme un facteur critique pour profiter des opportunités telles que l'accès au financement. Les intervenants ont relevé l'existence de plusieurs obstacles devant la formalisation qui pourraient entraver les jeunes entrepreneurs. Il a également été mentionné que l'enregistrement d'une entreprise constitue une procédure facile au Kenya. Par ailleurs, il existe au Kenya une politique qui permet aux jeunes entreprises d'accéder aux marchés publics. Les jeunes entreprises ont souvent des difficultés à profiter de ces avantages parce qu'elles ne sont pas formalisées.

Un des intervenants, représentant de la fédération du secteur privé au Kenya (Kenya Private Sector Alliance) a remarqué que les conclusions du document se rapportent aux résultats de la première enquête de suivi du KYEP (Projet d'autonomisation des jeunes au Kenya) dans laquelle les participants ayant suivi une formation professionnelle sont plutôt salariés par rapport aux travailleurs indépendants. À l'inverse, parmi les participants qui ont arrêté leurs études au niveau secondaire (ou au niveau primaire (KCPE), le travail indépendant est plus courant que le travail salarié. En outre, en ce qui concerne le résultat selon lequel les compétences en matière d'affaires ont un impact positif sur la formalisation, les intervenants ont précisé que la formation sur les compétences en matière d'affaires KYEP devrait donner lieu à des entrepreneurs qui opèrent aussi bien dans des entreprises formalisées que des entreprises non formalisées. D'après leur expérience avec les micros et petites entreprises, les niveaux de formalisation sont faibles et les efforts consentis pour pousser vers la formalisation varient d'une région à une autre. Néanmoins, ces entreprises continueront à dominer au niveau de la création de nouveaux emplois et il faudrait donc accorder une attention particulière au fait que "le secteur informel représente maintenant un phénomène normal en Afrique"

CONCLUSIONS ET PISTES POUR DES RECHERCHES FUTURES

Globalement, de grands nombres de jeunes courent le risque de l'exclusion sociale à cause du manque systématique d'opportunités, de ressources et de droits en ce qui concerne le marché du travail. En 2012, 74 sur 200 millions de chômeurs dans le monde étaient des jeunes qui risquent d'être pris dans l'étau de la pauvreté au travail. De tels chiffres font ressortir davantage le risque d'avoir "une génération perdue", un risque favorisé encore par le chômage, la détresse sociale et l'absence de tout pouvoir et recours dans la société. L'exclusion sociale fait de ces jeunes des candidats aux cercles du crime et de la violence. Des événements, tels que le Printemps Arabe, montrent que les jeunes exclus peuvent canaliser leur frustration dans le sens d'un changement social positif.

L'Afrique sub-saharienne, en particulier, est en train de se débattre avec un taux de chômage des jeunes qui avoisine les 12% et de faire face aux défis de la transition de ces jeunes vers le marché du travail.

En mettant l'accent sur les domaines thématiques clés en matière de politiques, de programmes et de recherches, le Symposium d'apprentissage *Ideas4Work* a ouvert le débat sur des approches vérifiées et prometteuses pour améliorer le rendement du marché du travail au profit de la jeunesse africaine. Les participants ont convenu de l'importance de penser à des interventions à plusieurs volets qui combinent la formation pour l'acquisition de compétences cognitives avec celle visant les compétences non cognitives et qui mélangent les modes théoriques et pratiques pour assurer des services complets au profit des jeunes entrepreneurs tout en encourageant la participation et l'autonomisation des jeunes.

Les participants ont identifié les priorités aux niveaux des politiques/programmes et de la recherche. À titre d'exemple, les interventions pour l'employabilité devraient mettre l'accent sur des moyens pour aider les jeunes à s'informer sur les demandes du marché du travail

à travers des programmes de développement des compétences et de placement. Ces programmes devraient s'adresser à des apprenants de divers niveaux d'instruction et de compétences afin d'assurer qu'ils atteignent les niveaux minimums d'alphabétisation, de calcul et de compétences comportementales et psychologiques requis par le marché du travail.

Toucher le secteur privé est une question critique non seulement pour évaluer les marchés du travail mais aussi pour créer une mobilisation contre les attitudes négatives envers les programmes de stages ou les jeunes en général. Le besoin des jeunes en matière de financement de l'entrepreneuriat pourrait être amélioré à travers l'utilisation des TIC pour diffuser les informations sur les secteurs formel et informel.

Plusieurs idées ont été suggérées sur les moyens d'améliorer la politique et la conception des programmes à travers la région, tels que la création d'un cadre institutionnel pour compiler les résultats des études existantes et les diffuser afin d'améliorer les politiques et les programmes et le développement d'une approche plus unifiée pour le partage des bonnes pratiques, des ressources et des outils qui servent à assurer une meilleure qualité des compétences professionnelles et des programmes de placement.

La recherche présentée lors de la conférence sur le thème de l'appui effectif aux jeunes vulnérables et défavorisés a mis l'accent sur les jeunes atteints du VIH/SIDA, les jeunes femmes et les jeunes en situations de conflit. Il y a eu un large consensus autour d'un nombre de recommandations politiques autour de plusieurs recommandations politiques y compris autour du fait que les programmes d'apprentissage représentent un mécanisme fort pour développer les connaissances sur le VIH/SIDA et sur les relations sexuelles sans risque mais qu'ils peuvent être améliorés à travers un ciblage plus pointu des jeunes femmes et une plus grande implication des maîtres artisans. En situations de conflit, l'amélioration des opportunités de travail n'éloignent pas nécessairement les jeunes de la violence. Il est important de comprendre d'abord les effets de la violence et de munir les jeunes de compétences de prise de décision et de gestion des conflits pour les aider à faire face à la situation difficile qu'ils vivent. Une recherche approfondie est nécessaire pour comprendre comment réduire les taux d'abandon dans les programmes d'apprentissage et comment certifier l'apprentissage informel.

Pour la promotion de la participation des jeunes au développement, à la prise de décision et au dialogue stratégique, les participants ont accordé la priorité à trois domaines pour des investissements supplémentaires: (i) L'éducation et notamment le rôle de l'éducation et la formation formelle et informelle ainsi que l'éducation entrepreneuriale pour rendre autonomes les jeunes et améliorer leur réussite sur le marché du travail. (ii) L'information afin de combler l'écart entre les offres d'emploi et les compétences. (iii) La collaboration parmi les parties prenantes publiques et privées pour des solutions cohérentes et coordonnées. En même temps, il y a lieu d'approfondir la recherche pour comprendre a) la motivation des jeunes, b) les approches démontrées pour rehausser la participation et l'autonomisation surtout parmi les jeunes femmes, et c) le moyen de stimuler l'innovation parmi les jeunes.

Les participants ont émis les recommandations suivantes en ce qui concerne les programmes et politiques d'entrepreneuriat chez les jeunes: i) prévoir des services d'appui d'excellente qualité et à long terme pour les PME afin de créer et de maintenir les emplois puisque la majeure partie du travail indépendant des jeunes ainsi que du travail salarié se trouve dans ce secteur, ii) sensibiliser les enfants et les jeunes et les informer sur l'entrepreneuriat dès l'école primaire pour renforcer cet état d'esprit et ce comportement chez eux, iii) développer de nouveaux produits financiers pour les jeunes et les informer et former sur les options financières disponibles au delà du système bancaire commercial; iv) sensibiliser les parties prenantes clés (donateurs, autorités publiques, secteur privé...) aux modèles réussis de projets. Les domaines prioritaires de recherche en matière d'entrepreneuriat des jeunes comprennent: i) les contraintes des différents types d'entrepreneurs (les "gazelles" par rapport aux entrepreneurs de subsistance), ii) des moyens pour mesurer les compétences comportementales et leurs impacts sur la réussite en affaires, iii) l'impact de l'accompagnement et du conseil, le mentorat par les pairs et le coaching, et iv) la relation entre la formation professionnelle et le travail indépendant.

PROCHAINES ÉTAPES

La conférence *Ideas4Work* a réuni plus de 200 personnes qui représentent le secteur privé, le gouvernement, la société civile, les donateurs et les jeunes entreprises pour examiner des recherches et des programmes se rapportant à l'employabilité et à l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique sub-saharienne. Les séances de la conférence se sont penchées sur les défis et les difficultés auxquels les jeunes de la région font face et ont examiné les thèmes de la formation et du placement, les jeunes vulnérables, la participation et l'autonomisation des jeunes et l'entrepreneuriat.

Trois jours de débat ont permis de dégager plusieurs domaines clés qui nécessitent davantage d'action et de recherche. De façon générale, les participants ont convenu que les approches globales pour la conception des politiques et des programmes, non seulement en termes d'implication des parties prenantes dans le processus mais également de vision plus holistique des questions abordées, sont critiques pour la réussite des interventions. Il y a tout particulièrement un besoin de mieux comprendre les marchés du travail avec une plus grande participation de la part du secteur privé à la conception des programmes et leur mise en oeuvre. Etant donné le contexte spécifique de l'Afrique sub-saharienne, il faut davantage de dialogue et de recherche pour déterminer le moyen de soutenir le secteur informel et pour mieux comprendre la relation entre l'emploi et la violence dans les zones touchées par des conflits.

La recherche existante montre que aussi bien la formation que les opportunités de financement sont critiques pour un entrepreneuriat réussi. Toutefois, il y a lieu de collecter plus d'informations pour identifier les éléments de formation et d'appui qui contribuent le plus à la réussite des entrepreneurs et comment aider les jeunes à s'éloigner de l'entrepreneuriat de subsistance et progresser dans la chaîne de valeur vers des entreprises plus profitables qui génèrent plus d'emplois.

En outre, pour être efficaces, la programmation et la politique pour les jeunes nécessitent une plus grande participation des jeunes dans l'identification de leurs besoins et priorités tout au long du processus de conception et de mise en oeuvre. En plus, il est nécessaire de disposer de stratégies pour fournir les informations, sensibiliser et mieux gérer les attentes des jeunes et des familles sur les emplois disponibles aux jeunes et les programmes de formation les plus pertinents et efficaces. Il faudrait également promouvoir une plus grande utilisation des technologies de communication pour la diffusion de ces informations.

Plusieurs initiatives qui démontrent l'engagement des donateurs et des partenaires GPYE envers les jeunes ont été débattues pendant la conférence y compris le programme YouthMap Innovation Fund soutenant l'accès des jeunes entrepreneurs dans les chaînes de valeur agricoles au Sénégal, les instituts régionaux YouthActionNet® d'entrepreneuriat social qui verront le jour dans deux pays d'Afrique sub-saharienne (le Sénégal et un deuxième pays à confirmer) et le nouveau programme d'apprentissage mixte "Build Your Business" pour la formation en matière d'entrepreneuriat

Pour aller de l'avant, les partenaires GPYE utiliseront les leçons tirées et les recommandations émises au terme de la conférence pour aider à façonner son programme y compris les recherches futures, le développement d'outils et les conférences et ateliers qui permettront de continuer l'échange des connaissances parmi les décideurs, les chercheurs, les praticiens et les jeunes. Les partenaires GPYE adoptent une approche ascendante qui favorise une meilleure compréhension de plusieurs approches innovantes utilisées pour l'employabilité et l'entrepreneuriat des jeunes à travers l'Afrique sub-saharienne et espèrent que les parties prenantes régionales les rejoindront pour tirer profit de ces approches et lever les défis du chômage et du sous-emploi des jeunes sur le continent africain.

ANNEXES

A. Aperçu du programme de la conférence

(Pour le programme complet, se référer au lien suivant: <http://www.iyflive.net/events/59/agenda>)

1er jour

Un World Café a ouvert la conférence offrant aux participants l'occasion de discuter les thèmes prévus dans le programme et de faire connaissance. La première séance plénière a servi pour préparer le terrain: Défis et Tendances en matière d'Emploi des Jeunes en Afrique sub-saharienne, avec une présentation d'UCW (Understanding Children's Work) et des réponses de la part des représentants de l'OIT, du ministère de la jeunesse et de l'emploi du Sénégal et de l'UNESCO. Le débat a fait ressortir des besoins de différenciation d'analyse et d'approche entre les marchés du travail en milieu rural et urbain parce que le chômage est un phénomène majoritairement urbain alors que les secteurs ruraux sont sous-approvisionnés en main-d'oeuvre. La répartition des secteurs dans lesquels les jeunes africains travaillent montre que, dans le marché du travail urbain, ils sont employés dans les secteurs traditionnels de l'hôtellerie, du commerce et du transport alors que sur le marché rural, ils sont employés dans l'agriculture. Le secteur informel constitue une troisième et grande source d'emploi.

Dans l'après-midi, les participants ont pris connaissance des interventions des représentants du Centre de Recherche de l'Afrique de l'Ouest, de l'ONUDI et de la Fédération du secteur privé du Kenya ainsi que de la Banque de Développement Africaine pour l'investissement dans l'emploi des jeunes en Afrique. Plus tard, un panel de jeunes venant de toute l'Afrique sub-saharienne a conduit avec l'audience une session sur les perspectives et les expériences des jeunes entrepreneurs pour discuter le rôle que ces derniers peuvent jouer dans la résolution des problèmes sociaux et le besoin d'avoir davantage d'investissements et une plus grande implication du secteur privé dans l'entrepreneuriat à travers la région. La journée a été clôturée par une réception officielle organisée par monsieur Lewis Lukens, ambassadeur américain au Sénégal et monsieur Khalifa Ababacar Sall, maire de Dakar.

2ème jour

Le deuxième jour, des groupes de discussion ont été constitués pour présenter les résultats des études récentes menées sur l'emploi des jeunes et l'entrepreneuriat ainsi que les réactions quant à leur applicabilité et leur pertinence par rapport au contexte africain du point de vue des praticiens, des donateurs et des décideurs. Chacun de ces groupes s'est focalisé sur l'un des 4 thèmes centraux de la conférence: les interventions pour le développement de réelles compétences professionnelles et pour le placement des jeunes; les stratégies avérées pour répondre aux besoins des jeunes vulnérables et défavorisés; les nouveaux modèles pour la promotion de la participation positive des jeunes au développement, à la prise de décision et au dialogue stratégique; et tout ce qui fonctionne bien pour soutenir un entrepreneuriat durable des jeunes. La 2ème journée a aussi vu l'organisation d'un "Forum" lors duquel les participants ont eu l'occasion de discuter de manière informelle à propos des programmes, des organisations ou de la recherche en rapport avec l'employabilité et l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique.

Pour plus d'informations sur les travaux des différents groupes et la liste des différentes séances, les présentations et les documents de recherche, visitez le lien: <http://iyflive.net/events/59/meeting-resources>.

3ème jour

Lors de la 3ème et dernière journée de la conférence, les participants ont pu assister à l'une des 4 séances de réflexion consacrées à l'identification des priorités dans le domaine de l'employabilité et de l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique; chaque groupe s'est penché sur l'un des thèmes centraux mentionnés ci-dessus. Les participants ont également eu l'occasion d'assister à des ateliers pratiques couvrant les thèmes suivants: le Réseau de l'emploi des jeunes (YEN), le fonds "Pour les Jeunes et Par les Jeunes", le Réseau des Pays Chefs de File et le programme de formation en matière d'entrepreneuriat "Build Your Business". Dans l'après-midi, les partenaires GPYE et les représentants de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement ont réagi pendant la séance sur le Plan d'action pour l'emploi des jeunes en Afrique sub-saharienne, aux idées générées lors de la séance de réflexion de la matinée. La conférence a été clôturée avec l'intervention de monsieur Alfreda Brewer, directeur adjoint de USAID- Sénégal et monsieur Benoît Sambou, ministre sénégalais de la jeunesse, de l'emploi et de la promotion des valeurs civiques.

B. Biographies des Conférenciers

Thomaz Alvares de Azevedo exerce comme spécialiste en évaluation et manager technique au School-to-School International (STS) sur un ensemble de projets dans le domaine de l'éducation. Ces projets sont actuellement développés à Djibouti, en Guinée, au Kenya, au Nigéria, en Tanzanie et en Zambie. Ses responsabilités portent essentiellement sur la conception des modèles d'échantillonnage et de conduite de la recherche, l'analyse statistique et l'évaluation quantitative des programmes, la conduite d'enquêtes sur le terrain, le renforcement des capacités et le management de projet. Il a rejoint la STS après un séjour d'un an en Inde en milieu rural où il a dirigé un bureau local en charge d'un contrôle d'essai aléatoire sur l'évaluation d'un programme de microfinance. Il a travaillé pour des ONG, des groupes de réflexion, des institutions de microfinance, des centres de recherche universitaires et des prestataires de services gouvernementaux au Brésil, au Guatemala, en Inde, au Mozambique et aux États-Unis. Sa langue maternelle est le portugais et parle également l'anglais, le français et l'espagnol.

Iliyasu Kindi Bah est la Présidente fondatrice du Messeh Partnership Trust, une entreprise sociale dirigée par des jeunes. En tant que bénéficiaire du Fonds Youth-to-Youth de YEN/ONUDI, Kindi a conçu et géré un projet qui a mis en place la première société de remplissage d'encre (cartouche) en Sierra-Léone, dénommée Made in Salone, en formant 25 jeunes et les fournissant les compétences nécessaires pour gérer le programme. Le projet est respectueux de l'environnement et les réactions des bénéficiaires sont positives puisque ces derniers arrivent à économiser plus de 50% de leur coût relatif aux cartouches d'encre. Pendant qu'elle continue de conseiller et d'orienter les membres de la coopérative Made in Salone, Kindi coordonne actuellement un projet intitulé 1000 Women, financé par ONU-HABITAT. Kindi est aussi une technicienne comptable agréée et a suivi un certain nombre de formations sur le travail des jeunes, le genre et les droits des enfants et les handicapés.

Mahdi Barouni, est un statisticien économiste et responsable du système d'information au Centre de Recherches et d'Etudes Sociales (CRES). Il est aussi Chef du projet relatif à la mise en place d'une base de données pour l'aide à la prise de décisions dans le domaine sociale en Tunisie. Au ministère de l'emploi, il était membre du comité de gestion du programme AMAL pour la relance de l'emploi. Il a également participé à la mise en place d'un système de gestion et de suivi de la campagne de recrutement à la fonction publique. Il a participé aussi à plusieurs études statistiques sur l'insertion et l'employabilité des diplômés de l'enseignement supérieur en Tunisie. Il travaille également sur le rendement de l'enseignement supérieur en Afrique et notamment en Tunisie dans le cadre de sa thèse de doctorat en économie de l'éducation à l'IREDU (Université de Bourgogne).

Chérif Basse est un jeune sénégalais qui n'a pas baissé les bras malgré les temps durs qui ont amené beaucoup de jeunes à émigrer. A l'époque, gérant dans une entreprise canadienne de distribution, Chérif décide de lancer son propre activité avec l'aide de cinq amis. Partis de leur expérience du terrain et d'un capital de 14 000 FCFA, Chérif est parvenu à mettre sur pied en 2003, leur première agence de distribution et de marketing: NDAAM Distribution. En 2006, Chérif Basse participe à Entrepreneur Sans Frontière, un programme de Synapse Center qui d'après lui a eu un impact important dans la tournure actuelle de sa structure et il confie : "L'expérience que j'ai acquise lors du programme ESF m'a servi et me sert encore. Durant les mois qui ont suivi ma participation au programme, mon chiffre d'affaires est passé de 7 millions à 20 millions de FCFA". Aujourd'hui, Chérif est à la tête de la Sarl NDAAM Distribution qui compte plusieurs agences à raison de 75 commerciaux par agence, avec un chiffre d'affaires annuel de 600 millions de FCFA. Malgré l'aspect économique, les activités de NDAAM s'apparentent bien à celles d'une ONG ciblant les jeunes, visant un objectif social et solidaire. Chérif et ses collègues ont en effet souhaité embaucher, majoritairement, des jeunes sans formation, qui ne pourraient pas trouver de travail dans une entreprise classique.

Patrice Bogna a travaillé en tant que consultant international depuis Mars 2007 dans les domaines du développement communautaire, plus précisément dans l'emploi des jeunes et la formation professionnelle, la communication et les stratégies marketing. M. Bogna a débuté sa carrière au siège des Nations Unies à New York dans le Département de l'information publique. Il a occupé plusieurs postes internationaux au sein du système des Nations Unies en Angola, à la République Centrafricaine et à la République Démocratique du Congo, en contribuant au maintien de la paix et aux efforts de développement durable des communautés dans ces pays, y compris l'aide humanitaire aux groupes vulnérables, ainsi que le retour et la réinsertion sociale ultérieure des personnes déplacées en interne et des réfugiés. De 2008 à 2010, M.

Bogna a été nommé coordonnateur technique national et administratif d'un programme multipartite sur le travail productif et légal pour les jeunes en Côte d'Ivoire. Ressortissant de ce pays, M. Bogna est titulaire d'une maîtrise en communication / marketing et a bénéficié de formations supplémentaires dans l'emploi des jeunes et l'insertion sociale, ainsi que l'assistance humanitaire et le plaidoyer.

Amand Jean Louis Boua est un jeune entrepreneur originaire de la Côte d'Ivoire, où il occupe le poste de vice-président de l'Union des Jeunes de l'Îlot Vanou Port-Bouët, responsable des projets et de la mobilisation des ressources. En tant que bénéficiaire du Fonds Youth2Youth, il a utilisé les supports provenant de YEN et de l'ONUDI pour coordonner ce projet, qui a permis la création d'emplois, la protection de l'environnement et la promotion du développement durable. Amand a obtenu un diplôme en sciences de niveau A et est diplômé de l'Université de Cocody en économie et gestion.

Ann-Katrina Bregovic. Après avoir terminé l'école de droit en Allemagne, Mme Bregovic a effectué sa première visite au Kenya en Septembre 2010. Elle était volontaire auprès d'une organisation, située près de Nairobi, en fournissant gratuitement des services d'assistance juridique. Elle est tombée amoureuse du Kenya et revint, après ses six mois de bénévolats. Pendant 18 mois, elle a géré le projet pilote de Peace Child International (PCI), un projet de "Be the Change Academy". Sa mission consistait entre autres, à accompagner la croissance de son personnel et de l'organisation et contribuer à la formation d jeunes Kenyans à devenir des entrepreneurs dans le domaine de l'environnement et assurer leur avenir par la même occasion. En fin 2012 Mme Bregovic a été promue gestionnaire du réseau BTCA, et chargée du lancement de projets identiques dans d'autres pays, constituant une véritable stratégie de lutte contre le chômage des jeunes ainsi que l'inégalité entre les sexes, la pauvreté, et l'instabilité environnementale.

Niklas Buehren coordonne et participe à un portefeuille d'évaluations d'impact dans la Pratique du Genre en Région Africaine de la Banque mondiale. Son travail et ses recherches portent principalement sur l'adoption des technologies et l'accès aux services de vulgarisation dans le secteur de l'agriculture, le foncier, l'esprit d'entreprise, la microfinance, le développement des adolescents et la négociation au sein du ménage. Avant de rejoindre la Banque mondiale, Niklas a travaillé dans l'unité de recherche d'une ONG en Ouganda, en Tanzanie et au Sud-Soudan.

Hannah Corey a rejoint l'International Youth Foundation (IYF) en 2011 après des années d'expérience dans le développement des jeunes à l'échelle nationale et internationale. En tant que volontaire du Peace Corps, elle a enseigné l'anglais et les compétences relatives à l'employabilité aux jeunes chômeurs du Bangladesh. En 2009, Hannah complète son service supplémentaire de volontariat avec le Corps de la Paix, où elle a eu à renforcer les capacités d'un programme d'un centre dédié aux jeunes de la région post-conflictuelle Nord-Ougandaise. Hannah dispose d'une maîtrise en communication internationale et interculturelle à l'Université de Denver en 2010 et est titulaire d'un baccalauréat en psychologie de l'Université du Maine à Farmington. Elle a une passion continue pour les échanges interculturels et a beaucoup voyagé en Amérique latine, en Asie et en Afrique.

Dianne Cornes est directeur pour la croissance du réseau de Youth Business International. Le travail de Dianne au sein de YBI consiste à élargir et renforcer le soutien aux jeunes défavorisés (18 - 35 ans) du monde entier qui cherchent à démarrer une entreprise et échapper au chômage. YBI est un réseau d'entrepreneurs indépendants à but non lucratif soutenant les jeunes entrepreneurs dans 36 pays. En 2012, YBI a soutenu plus de 8.000 jeunes et le réseau se concentre sur la maximisation de l'échelle de l'impact, l'augmentation de l'effet de levier global et de l'impact de l'approche reconnue du réseau YBI. Au sein YBI, Dianne est responsable de l'expansion du réseau en Afrique, dans la région MENA et en Europe occidentale. Dianne a rejoint YBI en 2011, après deux ans de service au sein de deux ONG de développement international au Royaume-Uni. Auparavant, elle a travaillé pendant 20 ans dans une banque d'investissement mondiale, au sein de la direction.

Djibril Coulibaly, économiste rural de formation est spécialisé dans le d des systèmes de production et le transfert de technologies Chargé de recherches à l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles. Pendant 10 ans, M. Coulibaly a travaillé sur le management des organisations communautaires / privées et l'analyse des réseaux de transfert et les innovations technologiques de communication (procédure de production, formation et évaluation des performances) pour le développement des terroirs ruraux. Présentement, M. Coulibaly coordonne

un projet de l'ONUDI sur le développement des entreprises dans les chaînes de valeur des filières agroindustrielles et la création d'emploi pour les jeunes issus de la formation professionnelle.

Damien Échevin, est un Economiste, Professeur adjoint à l'Université de Sherbrooke, membre du CRCELB et du CIRPÉE. Les domaines d'expertise du Dr Echevin englobent l'économie du développement, l'économie de la santé et l'économétrie appliquée. Avant de rejoindre l'Université de Sherbrooke, il a travaillé pendant plusieurs années avec le ministère français des Finances comme expert en politique fiscale puis comme économiste à la Banque Mondiale en charge de l'évaluation économique des politiques publiques et de l'analyse de la pauvreté dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. En tant que consultant, il a collaboré avec des institutions telles que la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et la Banque Interaméricaine de Développement, fournissant l'expertise économique et délivrant des formations pour les gouvernements des pays en développement. Il collabore également avec des chercheurs universitaires et des médecins sur plusieurs sujets liés à la santé. Son travail est essentiellement empirique et axé sur les politiques publiques et ses publications comprennent une variété de rapports et d'articles dans des revues scientifiques.

Sara Elder est une Economiste du travail, exerçant à l'OIT depuis 1999. En se penchant sur les domaines de l'information du marché du travail et de l'emploi des jeunes, Mme Elder a écrit de nombreuses éditions pour le ILO Global Employment Trends sur tendances mondiales de l'emploi des femmes, Enquête de l'OIT sur la transition de l'école au travail: un guide méthodologique, et a produit six éditions des Indicateurs Clés du Marché du Travail. Récemment, Mme Elder a rejoint le projet Work4Youth, un partenariat entre l'OIT et la Fondation MasterCard, comme coordinateur de l'enquête et spécialiste principale de recherche. Mme Elder est titulaire d'une maîtrise en histoire de l'économie de la London School of Economics.

Biram Faye, Directeur général de l'Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes (ANEJ) il est un expert en management diplômé du prestigieux Institut Supérieur en Management du Sénégal. Un proche du président Macky Sall, il joue un rôle de premier plan dans l'organisation et la mise en place des structures de jeunes au sein du parti politique l'Alliance Pour la République, le parti du président Sall. En 2012, il a été nommé par décret présidentiel pour diriger l'Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes (ANEJ). A ce titre, il est chargé de mettre en œuvre la politique et la vision du président Macky Sall en matière d'emploi et de promotion socio-économique des jeunes.

Nuru Hamidan est le coordonnateur adjoint du Programme National de l'Emploi de Jeunes du Ghana.

Ehud Gachugu est titulaire d'un baccalauréat en commerce et d'un MBA de l'Université de Nairobi. Il est entrain de boucler son doctorat en gestion stratégique de la même université. Actuellement, il est le directeur de projet de l'Alliance Kenyane du Secteur Privé au Kenya Youth Empowerment Project (KEPSA-KYEP). KEPSA-KYEP est une initiative du gouvernement du Kenya financé par la Banque Mondiale pour offrir des possibilités de formation et des stages aux jeunes dans le secteur privé avec un objectif de développement global d'amélioration de l'emploi des jeunes au Kenya. Avant cette nomination, il était directeur d'Eastleigh Community Centre, une organisation pour le développement de la jeunesse qui se concentre sur la gestion intégrée par la responsabilisation des jeunes. Il a également travaillé au sein de Platinum Management and Development Consultant et COBTRAD en tant que consultant sur les questions liées au développement de la jeunesse. Ehud est aussi président à la Fondation Move-Up qui met l'accent sur l'amélioration de l'emploi des jeunes au Kenya. Il est membre du Kenya Institute of Management, Be The Change Kenya Local Advisory Network parmi d'autres réseaux professionnels. Son rêve est de voir une jeunesse habilitée en Afrique et au-delà.

Drew Gardiner a rejoint le Réseau pour l'Emploi des Jeunes (YEN) à Genève en Août 2008 en tant que directeur technique. Il est responsable du Fonds pour l'Evaluation de l'Emploi des Jeunes à YEN ainsi que les activités de communication et de partage des connaissances. Avant de rejoindre YEN, il a dirigé des projets de développement des jeunes et des enfants en Zambie et au Sénégal. Drew est diplômé de l'école des Hautes Etudes Commerciales de l'Université de Genève.

Bai Kamara est une gestionnaire de programme à l'International Youth Foundation (IYF). Le travail de Mme Kamara se concentre sur le développement positif des jeunes, l'employabilité, l'entrepreneuriat et le renforcement des capacités dans la région Afrique. Ses premières

expériences de travail ont été centrées sur la mobilisation communautaire, l'éducation, le VIH / SIDA et le développement positif des jeunes. Elle a cultivé une passion pour l'Afrique et la diaspora depuis sa naissance à Cotonou, au Bénin et a voyagé et travaillé au Maroc, en Ethiopie, en Zambie, au Sénégal, en Jamaïque, au Nigeria, en République Démocratique du Congo, en Ouganda et au Bénin. Mme Kamara est titulaire d'une maîtrise en développement international durable à l'École Heller spécialisée dans la politique sociale et la gestion de l'Université Brandeis et d'un baccalauréat en relations internationales avec une spécialisation en études africaines de Wellesley College.

Dr Abou Kane est Economiste et Professeur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. M. Kane est également chercheur au Centre de Recherches Economiques Appliquées (CREA) de l'Université Cheikh Anta Diop à Dakar, au Sénégal.

Ciré Kane est le fondateur et Directeur exécutif du Centre Synapse (www.synapsecenter.org). La mission du Synapse Centre est de renforcer la capacité des entrepreneurs prometteurs à développer des solutions innovantes à des problèmes sociaux et environnementaux et à libérer le potentiel inexploité de la créativité, l'expertise et les ressources de la jeunesse au Sénégal et en Afrique de l'Ouest. Ciré a dix ans d'expérience dans le développement des jeunes en Afrique de l'Ouest et a beaucoup travaillé avec des organisations de la jeunesse pour faire progresser la compréhension, la pratique et le développement du leadership créatif et entrepreneurial. Dans le passé, Ciré était un membre de l'Unité de Culture de Pionniers du Changement (www.pioneersofchange.net), une communauté mondiale d'apprentissage de jeunes engagés, des agents du changement qui se réunissent pour se connecter à travers leurs valeurs profondes et idéaux et générer des solutions novatrices aux défis de leurs communautés. Ciré est diplômé en psychologie de l'éducation et de l'orientation professionnelle à l'École Supérieure Polytechnique de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et en sociologie à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis.

Minna Mattero est l'administratrice de programme responsable du Fonds Youth-to-Youth, l'un des éléments clés du Fonds pour l'Entrepreneuriat des Jeunes en Afrique Orientale – un programme conjoint de YEN et de l'OIT, soutenu par la Commission Danoise pour l'Afrique. Minna est basée à Dar es-Salaam, où le Fonds a son hub régional. Elle a travaillé avec des jeunes et des organismes de services à la jeunesse et a participé largement à la conception et la mise en œuvre des programmes de subventions des jeunes au Réseau pour l'Emploi des Jeunes (YEN) et à la Banque Mondiale. Elle a travaillé pour la Banque Mondiale pendant huit ans dans le domaine du développement humain et en particulier sur les questions de développement des enfants et des jeunes.

Karine Marazyan est titulaire d'un doctorat en économie de l'École d'Economie de Paris. Elle est particulièrement intéressée par les interactions entre la dynamique des ménages et les décisions des individus dans un large éventail de domaines, notamment l'investissement dans l'éducation, l'offre de travail, le mariage et la fécondité dans les pays en développement. La recherche qu'elle présente à Ideas4Work est basée sur des données réelles collectées au Sénégal, entre 2011 et 2012. Karine a été consultante sur une variété de projets de la Banque Mondiale sur les questions relatives à l'économie du travail dans le contexte du Sénégal et de la Malaisie.

Benson Masero est un gestionnaire de programme au Centre Africain pour les Femmes & les TIC (ACWICT) à Nairobi, au Kenya. Avant de rejoindre l'ACWICT, Monsieur Masero a participé à plusieurs initiatives de développement communautaire, notamment au Club de Préhistoire du Kenya-NMK comme responsable de programme, et en tant qu'enseignant dans différentes lycées. Il se consacre à collaborer avec les jeunes afin d'améliorer la situation économique de leur communauté. Il les encourage à traduire leurs visions en résultats et atteindre leurs objectifs, grâce à l'élaboration de plans stratégiques ; Egalement, il les apprend à établir et maintenir des relations avec plusieurs personnes, à comprendre leurs besoins et obtenir leurs soutiens. Monsieur Masero est titulaire d'une licence en éducation de l'Université Kenyatta et d'un MBA de l'Université de Nairobi, Kenya.

Minna Mattero est agent de programme pour YEN, et le coordonnateur régional du Fonds pour l'Entrepreneuriat de la Jeunesse sur le volet Fonds des jeunes pour les jeunes. Elle est basée dans le bureau zonal de l'OIT à Dar es Salaam, couvrant le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. Le background de Minna est l'enfance et la jeunesse en mettant l'accent sur l'emploi des jeunes et l'employabilité, la transition de l'école au travail, et l'évaluation de l'impact tel qu'il s'applique aux programmes pour les jeunes. Elle a rejoint le YEN / YEF après avoir

travaillé pendant près de 8 ans à la Banque Mondiale à Washington DC, où elle a développé différentes capacités et expertises. Avant de rejoindre la Banque Mondiale, elle a travaillé dans le secteur privé en Finlande et en Inde. Minna est titulaire d'une maîtrise en économie.

Dr. Latif Mbengue finalise actuellement un Master en Sciences de l'Éducation. Avant de rejoindre SIFE Sénégal comme Directeur National, il a exercé la fonction de « Millenium Youth Coordinator » pour la campagne du Millénaire des Nations Unies. Il a également occupé des fonctions de coordinateur de programme à Synapse Center, de Directeur adjoint de YES Sénégal et de Directeur National pour le Réseau Ouest Africain de la Jeunesse (WAYN). En 2006 il a été choisi parmi les lauréats du programme « Inter-Action Leadership », une initiative du gouvernement de Tony Blair, destinée à appuyer l'émergence de nouveaux leaders dans 17 pays Africains. De 2002 à 2008, il a pris part à différents sommets mondiaux sur l'emploi des jeunes et a régulièrement participé aux sessions du Conseil de l'Europe sur les problématiques liées au développement de la jeunesse.

Leila Mokaddem, de nationalité Tunisienne, est entrée à la Banque Africaine de Développement (BAD) en 2002. Elle occupe depuis 2011 le poste de Représentante Résidente Régionale du Bureau Extérieur de la BAD basé à Dakar, Sénégal. Avant cela, elle occupait le poste de Chef de Division des Institutions Financières au Département du Secteur privé de la BAD. Dans ce cadre, Leila Mokaddem était chargée du financement et de l'appui aux institutions financières africaines, du renforcement des systèmes de financement des PME et de la microfinance. Elle a en particulier développé et mis en place des programmes innovants et des initiatives pour l'inclusion financière, incluant le Fonds Africain de Garantie, le Fonds Migration et Développement, l'Initiative Intégrée pour le Financement des Femmes Africaines dirigeantes de PME, l'Initiative du Financement du Commerce. Mme Leila Mokaddem fait partie du réseau des Economistes de la BAD. Avant d'entrer à la BAD, Mme Leila Mokaddem était conseillère fiscale au Fonds Monétaire International. Elle a également travaillé comme experte chargée des investissements à la CNUCED et à la Banque Mondiale. Elle a débuté sa carrière professionnelle au Ministère Tunisien de l'Economie et est titulaire d'un MBA respectivement en finance internationale et en commerce international.

Naadiya Moosajee est la co-fondatrice de SAWomEng (South African Women in Engineering), une organisation à but non lucratif qui promeut l'éducation, la sensibilisation et le développement des femmes dans le domaine de l'ingénierie en Afrique du Sud. Elle travaille actuellement comme consultante en stratégie de développement, spécialiste des questions de transport en commun, de changement climatique et des ressources naturelles tout en conservant son rôle en tant que co-fondatrice de SAWomEng. Nadiyaa est membre du Réseau Africain de Leadership (African Leadership Network -ALN-). En 2009, elle a été désignée comme la femme d'Afrique du Sud la plus influente de l'année par le CEO Magazine et a reçu la bourse YouthActionNet Global Leadership Fellowship de l'International Youth Foundation. En 2006, elle a été sélectionnée dans le Top 100 des meilleurs jeunes en Afrique du Sud. Elle a également reçu le prix Lifetime Achievement Award de la faculté de l'ingénierie et de l'écologie de l'Université de Cape Town. Mme Moosajee est titulaire d'une maîtrise en Génie Civil de l'université de Cape Town en Afrique du Sud, et prépare un MBA à l'Université d'Édimbourg.

Ousmane M. Ndoye est le conseiller technique principal des Services d'Appui aux Entreprises du Sénégal (BDS), un programme de la GIZ cofinancé par l'Union Européenne et ayant pour but d'améliorer la Compétitivité et la Croissance des PME et à la Performance du secteur de la Micro Finance (PACC/PME-PMF) depuis 2007. Monsieur Ndoye coordonne également la mise en œuvre des approches PACC du BDS dont bénéficient 11 entreprises et 1 500 petites et moyennes entreprises. Il a également formé et conseillé une équipe de 25 animateurs et coordinateurs d'affaires de 11 organisations professionnelles nationales. Il conseille et assiste les associations d'entreprises sur le développement durable du BDS pour leur développement organisationnel et aussi sur les processus de dialogue public-privé. M. Ndoye a créé et dirigé une petite entreprise dans les secteurs du bâtiment et des IT (Information et Technologie). Il a aussi mis sur place « Entreprendre », une organisation à but non lucratif dédiée au développement de l'entrepreneuriat des jeunes (www.senegal-entreprises.net/ entreprendre ([www.senegal-entreprises.net/entreprendre](http://www.senegal-entreprises.net/)

El Hadj Sidy Niang est le directeur des Sports, de la Jeunesse et de la Vie Associative de la ville de Dakar. Il est un expert en politique.

El Hadji Niasse est un membre de l'équipe de Synapse où il intervient dans les programmes de renforcement des capacités des jeunes entrepreneurs. Avec une solide expérience de plus d'une dizaine d'année dans les secteurs de la micro finance et des micros entreprises, il a

travaillé dans différents pays en Afrique. Il dispose d'une bonne expérience en gestion et en suivi-évaluation de projet/programme. Depuis 2007, il facilite régulièrement des formations en entrepreneuriat et en renforcement des compétences personnelles pour les jeunes dans des programmes mises en œuvre par Synapse Center. En dehors de Synapse, El Hadji Niasse a travaillé pour la coopération décentralisée dans la ville de Saint-Louis au Sénégal Microfin Afric-a, un réseau d'institution de micro finance en Afrique. Il a aussi travaillé à ETIMOS, un consortium Italien actif dans le financement éthique pour le secteur agricole en Afrique. En tant que consultant indépendant, il a dirigé et exécuté plusieurs missions de suivi-évaluation pour la coopération internationale (Caritas Dakar — Coopération Technique Belge — Coopération Luxembourgeoise — Fonds d'Equipe ment des Nations Unies).

Tara Noronha est conseillère en développement économique de marché et en emploi des jeunes, pour les programmes de Mercy Corps au niveau mondial et est basée à Washington, DC. Elle fournit une assistance technique permanente axée sur l'employabilité, l'emploi et les programmes de travail indépendant avec un accent particulier sur les études de marché menées par les jeunes. Mme Noronha soutient actuellement des programmes économiques de Mercy Corps dédiés aux jeunes dans de nombreux pays comme l'Afghanistan, le Kenya et le Libéria. Tara Noronha est titulaire d'une licence de l'Université de Notre Dame et d'une maîtrise en Administration publique - développement International, de l'Université de New York. Aujourd'hui basée à Washington DC, Tara Noronha a travaillé dans plus de 50 pays.

Paul Omondi est le directeur associé du Réseau Africain d'Information sur la Recherche (ex Africa Data and Information network) et, depuis 2009, le superviseur régional pour l'enquête mondiale sur l'intégrité. Il possède une expertise de plus de huit ans dans la recherche et a eu à collaborer avec Ipsos-Synovate (ex Groupe Steadman) où il a dirigé l'unité de recherche sociopolitique. Récemment, il a consacré ses recherches aux pays de la corne de l'Afrique, pour étudier le lien entre la mauvaise gouvernance et l'insécurité dans la région. Ainsi, il a travaillé en étroite collaboration avec l'Institut d'Etudes de Sécurité (ISS) du Global Integrity et le Minority Rights Group. Ses sujets de recherche comprennent la gouvernance, les conflits et le développement durable.

Victor Orozco est un économiste de l'Initiative de développement de l'évaluation d'impact (DIME) de la Banque mondiale où il coordonne les évaluations d'impact du VIH/SIDA et des programmes de santé en Afrique. Ses recherches récentes ont porté sur l'évaluation de l'efficacité : (i) des campagnes pour le changement de comportement face au VIH/SIDA, (ii) des incitations financières, (iii) du E-Santé (MHealth en anglais), et (iv) des interventions en milieu scolaire au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Malawi, au Kenya et au Sénégal. Avant de rejoindre la DIME, il a travaillé pour : le Groupe Indépendant d'Evaluation de la Banque mondiale (IEG), la Commission Economique des Nations Unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC) et le Ministère du Développement économique de l'Etat de Jalisco au Mexique. Monsieur Orozco est titulaire d'une maîtrise en politique publique et en économie de l'Université de Princeton.

Kennedy Oulu est le consultant et directeur exécutif de In-Depth Consulting, un cabinet spécialisé en développement des capacités institutionnelles, en élaboration de stratégie, en conception et suivi-évaluation de programme. Monsieur Oulu est un agronome, chercheur, militant pour la jeunesse, formateur, et expert en évaluation et en développement. Il est spécialiste de l'intégration fondée sur les jeunes et les femmes, et des questions des enfants dans les programmes de développement. Ken a travaillé dans le développement international au Kenya, au Malawi et en Tanzanie. C'est un passionné de la jeunesse, active dans la recherche, l'élaboration, le suivi et l'évaluation de stratégies dans plusieurs régions d'Afrique (Est, Sud et le Centre). Monsieur Oulu est de nationalité Kenyane et vit actuellement en Tanzanie où il participe aux politiques mises en œuvre en faveur des jeunes, des femmes et des enfants à travers la recherche, la conception de programme, l'évaluation de stratégies et le renforcement des capacités. Il a étudié l'agriculture à l'Université Egerton-Kenya, est titulaire d'un diplôme de troisième cycle (PGD) en gestion de projet et a suivi une formation professionnelle en évaluation et en communication de recherches. Il poursuit actuellement un master en recherche, éducation et recherche sociale à l'université de Londres.

Aissatou Padane travaille à Alios finances Sénégal comme analyste de risque de crédit en charge du portefeuille PME/PMI depuis 2009. Elle est membre du comité directeur DAART (Dakar American Application Research and Training) et est la coordonnatrice adjointe du GYIN/Sénégal. En 2010, elle a représenté le Sénégal au "Young African Leaders Forum" organisé par le Président OBAMA à Washington à l'occasion du cinquantenaire des indépendances des pays Africains. Elle a également participé au Forum « Young African Women Leaders »

initié par Michelle OBAMA en Afrique du Sud, où elle a reçu une subvention du Département d'Etat Américain pour financer un projet avec l'ONG « La Lumière », afin de réduire la pauvreté au Tambacounda. Aissatou est titulaire d'un un Master en Finance et Audit à SupdeCo Dakar. En 2007, elle a représenté le Sénégal au concours mondial SIFE qui s'est tenu à New York en présentant le projet de son équipe.

Tendai Pasipanodya a rejoint le Réseau pour l'emploi des jeunes (YEN) en tant que coordonnateur sous-régional pour le bureau de YEN en Afrique de l'Ouest, basé à Dakar, au Sénégal. Originaire du Zimbabwe, Tendai est titulaire d'une maîtrise en études sur le développement de la London School of Economics et a ensuite travaillé comme consultante en développement économique pour la compagnie Shared Intelligence à Londres.

Jared Penner est Directeur de l'éducation pour le Child and Youth Finance International (CYFI). Durant 5 ans, il a encouragé les services financiers pour les jeunes et le développement des ressources humaines. Il a dirigé plusieurs projets au Mozambique, en Zambie, en Egypte et en Afghanistan. Auparavant Monsieur Penner a travaillé avec l'USAID, l'ACDI et la Commission Européenne et a coordonné des groupes de travail internationaux sur les services financiers et pédagogiques intégrés. Cette expérience lui a conduit au CYFI, où il dirige actuellement la division Education. Monsieur Penner est titulaire d'une licence en politique économique mondiale et d'un master en sciences politiques et en étude du développement.

Shawn Powers a rejoint J-PAL en 2011. Il est responsable des programmes Éducation et Marché du travail, comprenant l'Initiative Éducation Post-primaire et l'Initiative pour les Jeunes. Il travaille également sur les publications, l'analyse coût/efficacité et la diffusion des résultats tirés des évaluations de J-PAL auprès des différents décideurs politiques. Shawn a participé aux évaluations de projets sur l'électricité mis en œuvre par la Millennium Challenge Corporation (MCC) en Tanzanie et, en tant que boursier Fulbright, à des projets de développement local aux Philippines. Il a travaillé pendant trois ans dans le réseau américain contre la faim, au sein du Bill Emerson National Hunger, puis à la Food Bank d'Alaska (située à Anchorage) en tant que directeur du plaidoyer. Shawn Powers a obtenu une licence en économie au Williams College, un doctorat en Development Studies à l'University of Cambridge (cette dernière lui a par ailleurs accordé une bourse Gates en 2008), et un master en économie et politiques publiques à la Woodrow Wilson School de Princeton University.

Susana Puerto est la directrice du Réseau pour l'Emploi des Jeunes, un partenariat unissant l'ONU, l'OIT et la Banque mondiale dans la recherche de solutions nouvelles et durables au défi de l'emploi des jeunes. Le Réseau est une plateforme mondiale dont le but est de donner la priorité à l'emploi des jeunes dans les programmes de développement et d'échange des connaissances sur les politiques et programmes efficaces visant à améliorer les possibilités d'emploi pour les jeunes. Susana a rejoint YEN en 2009 en travaillant comme agent technique et spécialiste évaluation. Elle a été nommée Directrice en octobre 2011. Avant de rejoindre YEN, Susana a travaillé pour la Banque Mondiale et a été consultée sur les questions de protection sociale pour d'autres organisations comme la Banque Interaméricaine de Développement. Ses intérêts de recherches portent sur le développement des compétences, la conception et la mise en œuvre de programmes actifs du marché du travail pour les travailleurs défavorisés, particulièrement les jeunes. Elle est titulaire d'une maîtrise ès arts en économie de l'Université de Georgetown.

Sharon Reagon est agent de placement dans le cadre du projet « Youth Employment Skills » à l'Institut des Salésiens. L'Institut des Salésiens est une organisation qui intervient pour l'éducation et la formation des jeunes défavorisés et vulnérables dans et autour du Cap. Madame Reagon a travaillé comme agent de placement pour le projet « YES » pendant 6 ans. Elle a été enseignante durant 19 ans, et après avoir obtenu un diplôme d'éducation de base des adultes (ABET), a travaillé pour une ONG dans ce domaine durant 6 ans en tant que Directrice provincial au sud du Cap. Elle est également une évaluatrice qualifiée et accréditée en matière d'éducation, de formation et d'animation par l'Autorité du Secteur de l'Éducation et de la Formation.

Diego Rei est conseiller technique sur l'emploi des jeunes pour le Bureau régional Afrique de l'OIT. Diego a précédemment occupé les postes de chercheur associé à l'Institut International d'Études Sociales, au Département des politiques d'intégration de l'OIT et à la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). Ses nombreuses recherches ont porté sur les

institutions du marché du travail, l'économie informelle et les investissements directs étrangers. Plus tard, il rejoint le programme sur l'emploi des jeunes de l'OIT. Il a également travaillé comme conseiller en politique et coordonnateur du système des Nations Unies sur l'emploi des jeunes avec le Bureau Intégré des Nations Unies pour la Paix au Sierra Leone et avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

David Robalino est économiste principal à la Banque Mondiale où il dirige l'équipe en charge des questions liées à l'emploi et à la jeunesse pour le développement humain. Il est également co-directeur de l'emploi et du programme de développement à l'IZA - l'Institut pour l'Etude du Travail. Depuis son arrivée à la Banque, David a travaillé sur les questions liées à la sécurité sociale, les marchés du travail et la politique budgétaire. Il a travaillé dans plusieurs pays d'Amérique latine, au Moyen-Orient et Afrique du Nord, Afrique sub-saharienne et en Asie. David a publié sur des questions liées à la macroéconomie et les marchés du travail, les assurances sociales et les retraites, le financement de la santé, l'économie du VIH / SIDA, et l'économie du changement climatique. Plus récemment, David a travaillé sur les questions liées à la conception de systèmes de prestations de chômage dans les pays à revenu intermédiaire, l'extension des programmes d'assurance sociale dans le secteur informel, et l'intégration de la protection sociale et l'éducation / la formation des politiques visant à améliorer les résultats du marché du travail et de la productivité croissance. Avant de rejoindre la Banque, David a été chercheur à la RAND Corporation, où il a été impliqué dans la recherche sur la santé, la population et du travail, le changement climatique et le développement des méthodes quantitatives d'analyse des politiques dans des conditions d'incertitude. David a également siégé au comité présidentiel pour la réforme de la sécurité sociale en Equateur. David a fait ses études supérieures à l'Université de la Sorbonne à Paris et à la RAND Graduate School de Santa Monica - Californie.

Furio Camillo Rosati est le directeur du Understanding Children's Work Programme (UCW - Programme Comprendre le Travail des Enfants), une coopération inter agence de recherche, initiée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'UNICEF et la Banque Mondiale. Il est Professeur d'économie publique à l'Université de Rome (Tor Vergata) et a beaucoup travaillé sur les questions de développement un niveau académique et en tant que conseiller aux gouvernements et aux institutions multilatérales. Professeur Rosati a réalisé beaucoup de recherches approfondies dans des domaines de l'économie du secteur publique, de l'économie des ménages et de l'économie du développement. Il a publié de nombreux articles dans des revues internationales.

Patricia Scheid a rejoint l'International Youth Foundation (IYF) en 2011, après 22 ans de carrière dans la gestion de subvention pour améliorer l'impact de l'éducation internationale, la santé, le développement rural et les programmes de la société civile en Afrique et en Asie centrale. A la Fondation Aga Khan USA, elle a servi comme Directrice des programmes et des partenariats stratégiques, où elle a dirigé des opérations de soutien sur le terrain et a développé des partenariats publics et privés. Auparavant, elle a géré un projet de l'USAID visant à renforcer la société civile africaine, et a été économiste au Département Américain de l'agriculture s'occupant des questions sur la sécurité alimentaire en Afrique. Patricia est titulaire d'une licence en économie, sciences politiques et sciences informatiques de la Michigan State University et d'un master en développement organisationnel de l'Université Johns Hopkins. En tant que volontaire du Peace Corps au Niger, elle a travaillé sur l'autonomisation des femmes. Elle a siégé au Comité exécutif d'InterAction et a présidé le comité sur les politiques de développement et de pratique. Patricia parle français et a voyagé dans plus de 20 pays en Afrique et en Asie.

Monsieur Ousmane Seck est un haut fonctionnaire de l'administration Sénégalaise, inspecteur principal de la Jeunesse. Il totalise plus de 22 ans de carrière au service de la promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes. Entre 1990 et 2012, Monsieur Seck a occupé plusieurs fonctions au sein du Ministère de la jeunesse. Aujourd'hui, il est le Coordonnateur de l'Unité de coordination et de suivi des projets et programmes (UCSP) et le Point focal de la coopération multilatérale et bilatérale. Ousmane est titulaire d'un Master en administration publique de l'Ecole Nationale d'Administration de France (ENA/France), et prépare en même temps, le Doctorat d'Etat en philosophie de l'UCAD et le PHD d'Illinois State University (USA). Membre actif de la société civile, il a participé à la réalisation de plusieurs études et recherches sur la jeunesse et l'emploi des jeunes.

Docteur Ousmane Sène, qui est présentement enseignant au Département d'Anglais de l'Université Cheikh Anta Diop, est en même temps le Directeur du Centre de Recherche Ouest Africain (WARC). Il a poursuivi ses études à l'Université Cheikh Anta Diop, à la Sorbonne et à l'École Normale Supérieure de Saint Cloud. Professeur Sene, qui a été un chercheur boursier du Programme Fulbright en 1991 à l'université de Floride, Gainesville est aujourd'hui un Professeur et chercheur fréquemment invité dans différents campus américains où il donne des cours et anime des conférences, le plus souvent, sur la littérature africaine et sur d'autres domaines ayant rapport avec les sciences sociales. Il a reçu le titre honoraire d'académicien international distingué de l'Université de Minnesota en juin 2010 ainsi que d'autres prix reconnaissant sa contribution majeure à l'éducation internationale. Il est le président de l'Association Sénégalais des Boursiers du Département d'Etat Américain.

Madji Sock a plus de 15 ans d'expérience en implémentation et gestion de projets en Afrique, en Asie, en Europe et aux États-Unis. Elle est actuellement la Directrice de Dalberg Global Development Advisors Dakar. Avec une expérience variée en technique et gestion, Madji possède une expertise particulièrement dans la conduite d'évaluations et d'interventions en développement, notamment elle a mené : une évaluation d'impact des TIC sur l'enseignement et l'apprentissage dans les écoles secondaires du Sénégal ; des analyses du marché de l'emploi des jeunes en Afrique de l'ouest ; et des évaluations du marché de la demande des employeurs du secteur privé au Sénégal et au Ghana. Madji est titulaire d'un MBA en gestion internationale de Thunderbird, School of Global Management.

Ibrahima Souaré est le directeur de l'Éducation et de l'Aide à l'Insertion de la ville de Dakar. Il est inspecteur principal de l'Éducation Nationale.

Awais Sufi a rejoint l'International Youth Foundation (IYF) en 2005 et est Vice-président exécutif des programmes. Dans ce rôle, il est également Directeur mondial pour la jeunesse en charge d'un plan d'action soutenu par l'USAID pour un partenariat entre les agences de développement, le secteur privé et la société civile afin de promouvoir l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes défavorisés dans le monde entier. Avant de rejoindre l'IYF, Awais a travaillé comme Directeur général de l'Éducation pour l'Emploi de la Fondation, qui a pour mission de fournir des emplois aux jeunes dans l'ensemble du Moyen-Orient et en Asie. Juriste de formation, Awais a également travaillé à Arnold & Porter, un cabinet d'avocats à Washington DC et comme clerc auprès de l'honorable juge John Sprizzo de la United States District Court pour le District Sud de New York. Awais Sufi est d'origine pakistanaise et a grandi aux États-Unis. Il est diplômé en droit de l'Université du Texas et de l'Université de Chicago.

Dr Michael Tetelman est un conseiller technique principal international de l'EDC. Il a plus de quinze ans d'expérience dans la conception et la gestion de programmes dans le monde entier qui favorisent la croissance économique, le renforcement de la prestation des services publics, et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Cela comprend la fourniture d'assistance technique pour les moyens de subsistance des jeunes et des programmes de la main-d'œuvre en Afrique et en Amérique latine, en établissant des compétences professionnelles et des centres de conseil aux entreprises en Asie et dans l'ex-Union soviétique, et conduire la réforme juridique et réglementaire dans le secteur de la technologie internationale. Dr Tetelman aide dans les évaluations de conception et de supervisions des marchés du travail, des enquêtes initiales et des analyses de chaîne de valeur liées aux moyens de subsistance des jeunes, ainsi que la construction des capacités locales pour le développement du personnel et de la certification. Il a également enseigné et publié sur des sujets liés à l'histoire africaine et sur le développement international. Dr. Tetelman a obtenu son diplôme de premier cycle de l'Université de Yale, son doctorat de la Northwestern University et un JD du Georgetown University Law Center.

Docteur Maréma Touré Thiam est actuellement Chef de Section Sciences Humaines et Sociales à l'Unesco/Breda. Durant toute sa carrière, elle s'est consacrée aux questions de l'émancipation économique, sociale et culturelle des femmes et des jeunes africaines. Avant de rejoindre l'Unesco, elle a travaillé à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BECEAO) pendant 5 ans en tant que Sous-directrice à la Direction de la Recherche. Mme Thiam a fait du consulting au niveau international pendant 15 ans et a mené plusieurs missions dans diverses régions d'Afrique pour le compte d'institutions des Nations Unies. Docteur Maréma est titulaire d'un Doctorat en Sciences Sociales et Sociologie de l'Université de Paris I / Sorbonne Panthéon, et d'un DEA de Sciences de l'Éducation.

Magatte Wade a été désignée par le magazine Forbes comme l'une des «20 plus jeunes femmes influentes en Afrique.» Magatte est née au Sénégal, a étudié en France, et a commencé sa carrière d'entrepreneur aux États-Unis. Sa première entreprise, Adina World Beverages, sur la base de recettes de boissons indigènes du Sénégal, est devenue l'une des marques américaines les plus largement distribuées initié par un entrepreneur africain. Sa deuxième société, Tiossan, propose des produits de soins de la peau basés sur les recettes importées des communautés autochtones sénégalaises vendus en ligne et à des boutiques haut de gamme. Magatte a également été nommée Jeune leader mondial par le Forum Economique Mondial de Davos et est fréquemment invitée à des conférences d'affaires et dans les campus universitaires, y compris Harvard, Yale, Columbia, Cornell, Brown, Dartmouth, MIT, Wharton, Babson, etc. Magatte a réalisé des écrits pour le Guardian, le Huffington Post, et le Barron. Elle a été invitée sur la BBC, CNN, FOXBusiness, New York Times, le magazine Le Point, etc. Elle est un mentor pour le MIT Center Legatum pour l'entrepreneuriat et le développement. Le blog de Magatte est <http://magatte.wordpress.com/>. Elle peut être suivie à l'adresse suivante www.facebook.com/magatte et www.twitter.com/magattew

Félix Weidenkaff a rejoint le Réseau pour l'emploi des jeunes (YEN) en tant que directeur technique Junior en Avril 2012. Il soutient le travail de l'inventaire emploi des jeunes dans le domaine de l'évaluation du suivi et de l'impact des programmes d'emploi des jeunes au Kenya et en Egypte. Avant de rejoindre YEN, Felix a travaillé pour la section de l'esprit d'entreprise de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) à Genève. Felix est titulaire d'une maîtrise en sciences en Etudes du Développement à la London School of Economics and Political Science.

Dr Rebecca Wolfe fait partie de la jeunesse pour la consolidation principale de la paix et conseiller du Directeur exécutif de Mercy Corps pour un programme de la jeunesse 'Think Tank' financé par l'USAID. Elle a développé, mis en œuvre et évalué des programmes de développement des jeunes dans de nombreux environnements fragiles notamment en Afghanistan, au Kenya, au Kosovo, au Libéria, au Népal, en Somalie, au Tadjikistan, au Timor Leste, au Yémen et en Zimbabwe. En Novembre 2009, Dr Wolfe a travaillé avec la mission de l'USAID au Kosovo pour développer leur stratégie pour la jeunesse. Elle enseigne également à l'École de Développement International de l'Université de New York Wagner. Avant de rejoindre Mercy Corps, Madame Wolfe a été Professeur et a été invitée à l'École Woodrow Wilson de l'Université de Princeton, où elle a eu une nomination conjointe avec le département de psychologie. Pendant son séjour à Princeton, elle a mené des recherches sur les formes de perception qui conduisent à des pertes civiles. Elle a obtenu son doctorat en psychologie sociale de l'Université Harvard.

C. Participants à la Conférence

Action on Armed Violence	Sarah	Passawe
ADDX & ORYX	Doudou	Ndiaye
Africa Data Information Network	Paul	Omondi
African Center for Women and ICT	Benson	Masero
African Development Bank	Borel	Foko
	Ahmed Ismail	Mahdi
	Rokhaya	Traoré
	Mohammed	Youssouf
AfriCare	Ousseynou	Samb
Afrique Solidarité & Développement	Marcellin	Koba
Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes (ANEJ)	Biram	Faye
	Fatoumata	Cisse
Agence pour l'Emploi des Jeunes des Banlieues (AJEB)	Pape Gorgui	Ndong
	Mareme Ngone	Diop
	Cheikh	Ndiaye
AGETIP	Magatte	Wade
	Mame Semou	Diouf
ANSD	Momar	Sylla
Association Sénégalaise des Amis de la Nature	Thierno Souleymane	Agne
BASIF	Ahmadou	Kane
	Ousmane	Mbaye
BIT	Vera	Perdigao
BMZ (German Development Ministry)	Gerhard	Ressel
Bouyan Bouyan Style	Mouhamed Aliou	Diallo
CFPH	Mohamadou	Diallo
Center for Educational Development & Career Initiatives (CEDCI)	Reuben	Etuk
Center of Applied Economic Research, University of Cheikh Anta Diop	Abou	Kane
Centre de Recherches et d'Etudes Sociales/ IREDU	Mahdi	Barouni
CESAG	Michel Waly	Faye
	Boni Constant	Joel
	Jihane	Moutairou
Child & Youth Finance International	Jared	Penner
Creative And Productive Youth Organisation (CPYO)	Oren T.	James
CSO/UNDP	Ousmane	Ka
CyanGirls and GYIN	Ndeye Awa	Gueye
Dalberg Global Development Advisors	Elizabeth	Eze
	Fatoumata Bintou	Fall
	Sophie Eusebe	Camara

DESK

Dior School

**Direction de l'Éducation et de l'Aide à l'Insertion/
Ville de Dakar**

Direction de l'Emploi — Ministère de la Jeunesse

**Doxandem Squad/ US Embassy Youth Council
Ecole Supérieure Polytechnique (ESP) Dakar**

Education Development Center, Inc.

Embassy Youth Council

Embassy Youth Council/ GYIN

Federal Ministry of Youth Development Nigeria

Freelance

GIZ

Global Youth Innovation Network (GYIN)

Groupe Sup De Co Dakar — Business School

Guinée Initiatives pour le Développement (GUIDE)

HELVETAS Swiss Intercooperation Bénin

iEARN — Liberia

ILO

ImagiNation Afrika

Iman School

Independant Consultant

Aissata

Vanessa

Jean-Louis

Karimatou

Madji

Mouhamad Moustapha

Mamadou Mbodji

Alioune

Ibrahima

Marie Sèye

Arona

Pape Mamadou

Abibatou

Safiatou

Saïdou Abou

Anne Khady Yolande

Jacques B

Michael

Ndeye Tening

Aissatou

Luka Jonathan

Boussoura

Ousmane

Joost

Beatrice

Awa

July

Abdourahmane

Tanor

Ndèye Fatou

Djibril

Cheikh

Mohamed Albert

Pierre Canisius

Fatoumata Chérif

Jean-Yves K.

Gloria T.

Cheikh

Sara

Nteba

Fatimata

Oumar

Patrice N.

Dieye

Diouf

Doucrou

Mbacke

Sock

Sy

Diouf

Sèye

Gueye

Seck

Toure

Camara

Ba

Gano

Ndiaye

Sagna

Seck

Tetelman

Gaye

Padane

Mangset

Talla

Ndoye

Gwinner

Tschinkel

Caba

Cisse

Dia

Fall

Ndiaye

Niasse

Sy

Sylla

Ngarambe

Diallo

Koumpogue

Tamba

Badiane

Elder

Soumano

Dieng Kane

Zahra

Bogna

In-Depth Consulting	Kennedy	Oulu
Institut Supérieur de Management (ISM)	Adissa	Pezingo
	Jeannette Koumkang S.	Dimwamwa
	Jeanne Meke M.	Nkondang
	Ndella	Sabara
	Nana Assa	Diébaté
International Labour Organisation	Federico	Barroeta
	Dramane	Haidara
	François	Murangira
	Diego	Rei
	Diadie	Toure
International Telecommunication Union	Amadou	Diaw
ISM	KAWSU	Sillah
IT Association of the Gambia Basse Chapter	Hannah	Corey
International Youth Foundation (IYF)	Jessica	Elisberg
	Bai	Kamara
	Pat	Scheid
	Awais	Sufi
	Anna	Titulaer
Jacobs Foundation	Marie-Claude	Rioux
J-PAL	Shawn	Powers
Kenya Youth Empowerment Project	Ehud	Gachugu
King Fahd Palace/ Tonus Fruit	Yoro	Sow
LEAD Afrique Francophone	Jojob	Faal
Les Amis de l'Environnement (AE)	Sékou	Doumbouya
LinkedAfrica	Emmanuel	Henao
Made In Salone (MIS)/ Messeh Partnership Trust	Iliyasu Kindi	Bah
Mercy Corps	Tara	Noronha
	Rebecca	Wolfe
	Ibrahima	Camara
Minalaygreen/ AIDE 21 Sénégal		Moustapha
Ministère en charge de la formation professionnelle du Bénin		
Ministry of Youth — Senegal	Jean-Pierre	Senghor
National Employment Agency	Edmond Comlan	Amoussa
National Youth Employment Agency, Mali	Aly	Kébé
Nestlé	Sémou	Diouf
NYEP/ Ghana	Nuru	Hamidan
OFADEC	Ndiogou	Diouf
Office of the Mayor of Dakar	Ibrahima	Souare
Omi Distribution	Kadidiatou	Camara
Paris School of Economics	Karine	Marazyan
Peace Child International	Ann-Katrina	Bregovic
Peace Corps Senegal	Trevon	Rainford

Peace Corps Senegal/ WATH	Deborah	Gilbert
ROKSEN	Astou	Seck
Salesians Institute	Sharon	Reagon
School to School International	Thomaz	Alvares de Azevedo
SIFE — Senegal (ENACTUS)	Khadissatou	Dieng
	Sandrine	Jiminiga
Sodefitex	Ahmed Bachir	Diop
South African Women in Engineering (SAWomEng)	Naadiya	Moosajee
SPARK	Michel	Richter
Student	Ousseynou	Diène
Synapse Center	Riku	Aakala
	Vamé	Coulibaly
	Mariama	Diaz
	El Hadji Ahmadou Demba Ba	Gahn
	Ciré	Kane
	Mamadou	Ndiaye
	Louis Jerome	Ndiolene
	El Hadji	Niasse
	Thierno	Sane
	Cherif	Basse
	Magatte	Wade
Synapse Center/ NDAAM	Samantha	Braithwaite
Tiossan	Awa Diop	Sylla
Tshikululu Social Investments	Gabriella	Breglia
UCAD/ BOSY	Furio	Rosati
UCW	Laura	Munoz
	Noel	Chicuecue
UNCDF	Ndèye Astou	Ndiaye
UNESCO	Pieume	Olivier
	Dr. Marema	Touré Thiam
UNESCO/ BREDA Dakar	Laura	Buffoni
UNHCR	Ndeye Penda	Ndiaye
	Djibril	Coulibaly
UNIDO	Matteo	Menegatti
	Nadia	Mrabit
	Gaetano	De Lisa
	Abdourahmane	Sagnane
	Alfred	Jusu
	Amand Jean-Louis	Boua
UNIDO and YEN		
Union des Jeunes de l'Ilot Vanou Port Bouet (Ilot Vanou)	Ousmane	Seck
Unité de Coordination et de Suivi des Projets et Programmes — Ministère de la Jeunesse		

Université Cheikh Anta Diop	Ibrahima	Faye
	Diarra	Dia
	Maodo Malick	Ndao
Université de Sherbrooke	Damien	Echevin
University College London/World Bank	Niklas	Buehren
University Gaston Berger	Amadou	Ndiaye
University of Massachusetts — Boston	Jemadari	Kamara
UPPA	Claire	Sambou
US Embassy — Senegal	Sarah	Diouf
	Kristin	Kane
USAID	Jessica	Lopez
	Michelle	Barrett
	Alfreda	Brewer
	Jerry	Brown
	Michelle	Chen
	Henderson	Patrick
	Pape Momar	Sow
	Zack	Taylor
West African Research Center	Ousmane	Sene
	Marianne	Yade
World Bank	Victor	Orozco
	David	Robalino
WorldSkills Nigeria	Oliade Mesewaku	Babatunde
	Rahman	Mogaji
Y Care International	Leila	Varley
YAN/ Children's Chance International	Kenneth	Odur
YEN	Fred	Baseke
	Boubacar	Diallo
	Drew	Gardiner
	Sharon	Kennedy
	Minna	Mattero
	Tendai	Pasipanodya
	Susana	Puerto
	Felix	Weidenkaff
YES with Africa Senegal	Patrick Edmond Jean-Marie	De Souza
YES/ YEN	Elvis	Agbayizato
YMCA Senegal	Jean Christophe	Diatta
Youth Business International	Dianne	Cornes
Youth Challenge International	Jane	Baldwin
Youth Ministry, DRC	Jean Modeste	Manenga

D. Bibliography

(For links to more event resources, including complete research papers and conference presentations, visit IYF Live here: <http://www.iyflive.net/events/59/meeting-resources>)

Alvares de Azevedo, Thomaz (School to School International), *Testing what works in Youth Employability—An Impact Evaluation in Kenya*.

Blattman, Chris (Columbia University), and Nathan Fiala (DIW Berlin), *Can employment programs reduce poverty and social instability? Experimental evidence from Uganda*.

Bregovic, Ann-Katrina and David Woollcombe (Peace Child International), *Be the Change Academy — Kenya Impact Evaluation*.

Brodmann, Stephanie and Patrick Premand (World Bank), *Entrepreneurship training among university graduates: Evidence from a randomized trial in Tunisia*.

Buehren, Nik and Imran Rasul (University College London), *Empowering Adolescent Girls: Evidence from a Randomized Control Trial in Uganda*.

Charamba, Tawanda and Kennedy Oulu , (Restless Development), *Livelihoods, employment and policy: Behaviors and attitudes of youth in 3 rural Tanzania regions*.

Cho, Yoonyoung (World Bank), and Mushfiq Mobarak (Yale University), *The Effects of Apprenticeship Training for Vulnerable Youth in Malawi*.

Cho, Yoonyoung and Honorati, Maddelana (World Bank), *Entrepreneurship Programs in Developing Countries: A Meta Regression Analysis*.

Chort, Isabelle and Phillipe De Vreyer (University Paris Dauphine) *Structure familiale et insertion sur les marchés du travail et du mariage: le cas du Sénégal*.

Echevin, Damien (Université de Sherbrooke), *Youth Employment in Northern Senegal: Creating Job Opportunities for Young People*.

Elder, Sara Elder,(International Labour Organization), *School to Work Transition Surveys: Preliminary results from West Africa*.

Kurtz, Jon and Rebecca Wolfe, (Mercy Corps), *When does employment matter? Understanding employment and youth participation in violence in Africa*

Mwangi, Peter and Paul Omondi (Africa Data and Information), *Youth Enterprise Inhibiting Factors and Opportunities*

Pugatch, Todd (Oregon State University), *Safety Valve or Sinkhole? Vocational Schooling in South Africa*.

E. Evaluation par les participants

Au terme de la conférence, les organisateurs ont récupéré les évaluations de 41 participants. 97% des répondants ont jugé globalement la conférence comme étant bonne ou excellente; et 93% ont spécifiquement jugé les documents, l'atteinte des objectifs, les informations présentées et la conception et l'organisation comme étant bons ou excellents. Pour la question relative à l'efficacité globale des conférenciers, 97% des répondants ont répondu par bonne ou excellente; et en ce qui concerne la préparation, les connaissances et la présentation de nouvelles informations et l'interaction avec le groupe, 93% ont répondu par "bonne" ou "excellente".

L'administration de la conférence y compris des critères tels que le lieu, la restauration, la logistique et le personnel, a été jugée bonne ou excellent par 95% des répondants et plus de 97% des participants pensent recommander la conférence à un collègue ou à un praticien travaillant dans le domaine de l'emploi des jeunes. Les répondants ont également ajouté des recommandations spécifiques pour les conférences à venir, telles que la limitation du nombre des travaux en groupe pour permettre à tous les participants d'assister à toutes les séances; une meilleure communication avec les participants avant la conférence (par exemple: le partage des présentations); encourager et permettre l'inclusion des jeunes dans la conférence; et plus d'effort au niveau de la présence des décideurs dans le domaine du développement de la jeunesse.